

sommaire

- 3 L'ÉDITORIAL
- 5 L'ORGANIGRAMME
- 6 LA DOCUMENTATION FRANÇAISE :
DES MISSIONS, DES RÉSULTATS
- 7 LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE
- 8 **éditer**
- 16 **documenter**
- 22 **diffuser**
- 28 **informer**
- 34 **innover**
- 40 LA VIE DES SERVICES
- 43 LE GLOSSAIRE DES TERMES MÉTIERS
- 44 LES ANNEXES

L'ÉDITORIAL

L'année 2005 a permis à La Documentation française de confirmer sa place privilégiée comme éditeur et diffuseur publics de référence. Notre institution, rendue plus performante encore par soixante années de pratique, possède en effet, dans la fonction publique, un métier rare qu'elle a su adapter aux contextes publics nouveaux.

Tous les projets annoncés en 2004 ont été mis en œuvre en 2005. Je mentionnerai particulièrement la redistribution des activités qui s'est opérée entre la Direction des Journaux officiels et La Documentation française, conformément aux orientations retenues par le Secrétaire général du gouvernement, désireux de valoriser les atouts majeurs de chaque direction. Ainsi, pour ses travaux d'impression, La Documentation française a intensément recours à présent à la Direction des Journaux officiels ; en contrepartie, elle reprend certaines activités d'édition et de diffusion exercées par la Direction des Journaux officiels, une diffusion commune étant assurée, depuis le dernier trimestre, grâce au concours de vingt agents de la Direction des Journaux officiels venus rejoindre les équipes de La Documentation française.

Par ailleurs, la formation des fonctionnaires étant déjà une partie importante de notre activité au travers de nos collections de préparation aux concours et de nos sites internet *vie-publique.fr* et *service-public.fr*, nous avons voulu accompagner la mutation de nos publics traditionnels vers les supports en ligne. A cette fin, nous avons développé une nouvelle activité de formation en ligne, bénéficiant de notre expérience affirmée dans le domaine de la diffusion de contenus sur internet grâce aux différents sites dont La Documentation française est l'opérateur ou l'éditeur. A titre de test pour évaluer notre maîtrise des outils et des contraintes, nous avons, sur notre site, mis en place une préparation à l'examen d'entrée en 1^{ère} année à Sciences Po, en association avec cette institution. Cette préparation, proposée durant l'été 2005, a accueilli 335 inscrits. La Documentation française a ainsi montré ses capacités d'innovation, la richesse de ses fonds documentaires et la fiabilité de ses moyens techniques.

A côté de ces projets réalisés, le grand chantier ouvert pour 2005-2006 reste l'unification du traitement du renseignement administratif *multicanal*, assuré jusque-là par les équipes des CIRA et de La Documentation française. A partir du premier semestre 2006, un pôle unique d'information administrative sera mis en place, sous notre responsabilité. Cette mutation permettra d'améliorer la qualité des réponses à l'utilisateur et la mutualisation du travail de production des contenus. Elle facilitera en outre la complémentarité des services offerts sur internet et par téléphone, préfigurant sans doute aussi les liens qui existeront bientôt, et de façon évidente, entre les deux systèmes.

Ce projet concerne bien sûr aussi *service-public.fr*, devenu au fil de ses cinq années d'existence, le guide de référence du renseignement des usagers pour l'ensemble des acteurs publics du territoire, grâce entre autres au déploiement du co-marquage avec la Caisse des Dépôts et Consignations sur les sites publics locaux. Près de 30 millions d'internautes ont visité le site en 2005. Cette même année, *vie-publique.fr* a reçu 4 millions de visites.

L'édition traditionnelle a elle aussi connu des succès notables. En effet, l'année a été marquée par un record historique : la vente de 85 000 exemplaires du *Petit guide de la Constitution européenne*, co-édité avec France-Info, ce qui ouvre la voie, pour La Documentation française, du public des non-spécialistes et des citoyens qui recherchent une information fiable dans un langage qui leur soit accessible.

Nous avons intégré cette nouvelle donne dans notre stratégie globale d'édition et de diffusion, d'une part, en incitant les administrations partenaires à publier des ouvrages dont la valeur de référence n'interdit pas la vulgarisation, d'autre part, en multipliant les co-éditions avec des éditeurs privés comme Gallimard avec *Les Clés de l'info*, Le Seuil avec *Vous avez dit justice ?* ou encore Odile Jacob.

Conjointement, nous développons nos activités de diffusion avec nos 120 institutions partenaires, notamment l'UNESCO, l'OCDE, le Conseil de l'Europe et bientôt l'ADPF (Association pour la diffusion de la pensée française), ce qui fait de La Documentation française un des principaux diffuseurs publics d'ouvrages en France, avec environ 2 500 titres diffusés par an.

Pour conclure et ouvrir les perspectives, j'ajouterai que La Documentation française doit continuer à jouer pleinement son rôle en faveur du principe démocratique d'accès au droit à l'information et à explorer des voies innovantes. Elle a ainsi participé à toutes les consultations autour du vaste projet de Bibliothèque numérique européenne et reste, à 60 ans, une référence incontournable pour qui veut comprendre, quel que soit le canal choisi, les grands débats nationaux, européens et internationaux.

La renforcer en tant qu'éditeur et diffuseur publics s'inscrit dans le droit fil de ses missions légitimes.

Ce qu'elle est devenue, La Documentation française le doit à la longue chaîne de ses agents, qui, dans un relais ininterrompu et dans un temps souvent compté, ont fait qu'elle soit toujours restée en phase avec un monde en transformation, et qu'elle ait constamment apporté l'information que tout citoyen attend.

Olivier Cazenave

**Directeur
de La Documentation française**

Direction de La Documentation française

Directeur
Olivier CAZENAVE

Agence comptable
Agent comptable :
Thérèse CASTELLA

**Information administrative
par téléphone**
Chargé de mission :
Michel OZENDA

**Département
de la Communication**
Responsable : Yves BOMATI

Formation en ligne
Chargé de mission :
Guillaume DUMONT

**Sous-direction
Ressources éditoriales
et documentaires**
Jean-Yves CAPUL

**Sous-direction
Produits,
Services et Diffusion**
Arnaud BEAUFORT

**Sous-direction
Administration**
Gilles ROMANO

**Centres interministériels
de renseignements
administratifs**
Didier BRUNAU

Département des Périodiques
Responsable : Bernard BOULLEY
Adjointe : Marie-Agnès CROSNIER

**Département des Collections
et du conseil éditorial**
Responsable : Isabelle CRUCIFIX

**Département
de l'Information publique**
Responsable :
Martine SIBERTIN-BLANC
Adjointe : Sylvie EIMER

**Département
des Centres documentaires
Centre France-Europe-Monde
Fonds Sources d'Europe**
Responsable : Françoise MEUNIER
Bibliothèque
Agnès LAVAGNA
Dossiers internationaux
Martine RIGOR

Département des Éditions
Responsable : Anne LATOURNERIE
Coordination des chefs de produits
Françoise BACNUS, Bernadette
BOUVATTIER, Ninon BRUGUIÈRE,
Julie DEFFONTAINES, Dominique
LESAGE, Catherine RHEIMS,
Dagmar ROLF
Coordination technique
Édith SAINT-GERMAIN
Studio des éditions
Création graphique
Réalisation éditoriale
Jean-Sébastien SCHLICINSKI
Gestion de la sous-traitance
Martine DEGRAIN

**Département
des Produits Internet**
Responsable : Catherine FOURNIAL
Adjointe : Bénédicte ROULLIER
service-public.fr
Bénédicte ROULLIER
vie-publique.fr
Olivier GARRY
ladocumentationfrancaise.fr
Anne ZOURABICHVILI

Département de la Promotion
Responsable : Guillaume BARRÉ

Département de la Diffusion
Responsable : Bernard MEUNIER
Librairie de Paris : Dominique QUENTIN
Librairie de Lyon : Claude GUINAMARD

**Mission de contrôle de gestion
et contrôle interne**
Responsable : François BARRA
Chargée de mission :
Catherine de PRIGOUNOFF

**Département
des Affaires financières**
Responsable : Thierry MOREAU

**Département
des Ressources humaines**
Responsable :
Dominique LE VAILLANT

**Département
des Systèmes informatiques**
Responsable : Jean-François MORIN
Adjoint : Ravi APPANAH

**Département
des Marchés et Achats**
Responsable : Serge PÉLISSIER
Adjointe : Géraldine TAURAND

**Département
des Moyens généraux**
Responsable : Myriam SAUGEY

CIRA de Bordeaux
Responsable :
Juliette CAMPOS ORIOLA

CIRA de Lille
Responsable :
Cécile PARENT

CIRA de Limoges
Responsable :
Jean-Michel HEUCLIN

CIRA de Lyon
Responsable :
Jean-Jacques NUEL

CIRA de Marseille
Responsable :
Michel GACON

CIRA de Metz
Responsable :
Bruno VALDEVIT

CIRA de Paris
Responsable :
Francine DELVAL

CIRA de Rennes
Responsable :
Bernard ROBERT

CIRA de Toulouse
Responsable :
Claudie PUJAU

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE : DES MISSIONS DES RÉSULTATS

Créée dès 1945, la *Documentation française* a fêté en 2005 ses soixante années d'activité au service de l'usager citoyen, années durant lesquelles elle a affirmé sa place originale en tant qu'éditeur et diffuseur publics de référence.

Missions

- Rassembler une documentation sur la France, l'Europe et le monde
- Elaborer, éditer et diffuser des études et des documents d'information de sources publiques
- Editer et diffuser les publications des administrations
- Constituer un pôle d'information publique sur l'actualité administrative, politique, économique, sociale et internationale
- Offrir un accès *multicanal* à l'information administrative

Statut

Administration centrale relevant des services du Premier ministre, placée sous l'autorité du Secrétaire général du gouvernement

Effectif

369 personnes

Chiffres clés

Editions

343 nouveaux titres pour l'année 2005
231 publications pour le compte d'autres administrations et organismes publics dont 161 ouvrages et 70 périodiques
150 administrations partenaires
112 publications maison dont 16 ouvrages et 96 périodiques

Fréquentation des sites internet :

ladocumentationfrancaise.fr : 4 millions de visites ; 17,7 millions de pages vues
service-public.fr : 29,7 millions de visites ; 200,5 millions de pages vues
vie-publique.fr : 4 millions de visites ; 18 millions de pages vues



Centre France-Europe-Monde

17 100 lecteurs

E-commerce

16163 commandes en ligne, soit +37 % par rapport à 2004
29 € : montant du panier moyen

Librairies (Paris et Lyon)

21 871 titres référencés (12 860 à Paris et 9 011 à Lyon)
76 029 ouvrages vendus (livres et périodiques)
28 734 clients (comptant +comptoir coursiers)

CA et Budgets

15, 1 millions € : CA net
28, 83 millions € : budget total dont 14 millions € au titre du budget de l'Etat et 14, 83 millions € au titre des dépenses du compte de commerce

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE



L'année 2005 a permis à la Documentation française de donner une visibilité accrue à ses missions, activités, produits et services. Dans un contexte fortement marqué par le référendum sur la Constitution européenne, elle a assumé pleinement son rôle démocratique, en centralisant, éditant et diffusant les informations et les données publiques, sans jamais perdre de vue le service qu'elle doit à l'utilisateur-citoyen.

Des sites internet performants

service-public.fr

> **Mars : mise en service de la personnalisation géographique** du guide « *Vos droits et démarches* », offrant à l'internaute l'accès direct aux fiches pratiques et aux adresses des organismes locaux compétents, jusqu'au niveau le plus fin de la localité.

> **Avril : ouverture**, en association avec l'ADAE (Agence pour le développement de l'administration électronique, aujourd'hui intégrée dans la DGME), **de la nouvelle rubrique adele.service-public.fr**. Un seul clic suffit pour accéder à l'ensemble des démarches administratives en ligne utiles aux particuliers et aux professionnels et télécharger la collection des guides de l'administration en ligne.

> **Novembre : célébration des 5 ans** dans les locaux de l'ENA, avec l'ADAE, la Documentation française et les correspondants du premier séminaire partenaires. Depuis sa création en octobre 2000, service-public.fr a reçu 89 millions de visites et **confirme** sa position de **site de référence** pour les usagers de l'administration.

vie-publique.fr

> Grâce au logiciel libre **SPIP** permettant la **syndication** avec ses partenaires, le site a amélioré sa diffusion avec des contenus actualisés au format **RSS**.

> **Plus d'un million de téléchargements** pour la **Bibliothèque des rapports publics**.

> **Décembre : 3600** rapports en ligne, dont 670 au titre de l'année. Parmi les rapports les plus consultés : *Au possible nous sommes tenus*, de la Commission Familles, vulnérabilité, pauvreté (14 000 téléchargements), « Le 25^e rapport de la CNIL » (11 500 téléchargements), le rapport Thélot *Pour la réussite de tous les élèves*.

ladocumentationfrancaise.fr

> **Juillet** : graphiquement **renouvelé**, le site répond aux attentes exprimées par les internautes au cours de l'enquête menée en 2004 : simplification de l'achat en ligne, accès thématique à l'ensemble des ressources, moteur de recherche plus performant, rubriques spécialisées par usage et par public.

D'excellents résultats pour les ouvrages sur le projet de Constitution européenne

> **Succès des ouvrages** parus autour du projet de Constitution européenne. En première place : **le Petit guide de la Constitution européenne**, réalisé par les rédacteurs de la Documentation française en partenariat avec France-Info, avec près de 85 000 ventes. Non loin derrière, **La Constitution européenne : texte et commentaires**.

> **Autres succès** : le rapport Thélot **Pour la réussite de tous les élèves**, le rapport de l'IGAS, **Validation des acquis de l'expérience**, le rapport du Conseil d'Etat.

Une mission de diffusion renforcée

> **Elargissement de l'offre de diffusion** : conjuguée à une nette augmentation des organismes qu'elle diffuse (OCDE, Conseil de l'Europe, UNESCO...), la diffusion par la Documentation française des ouvrages et conventions collectives de la **Direction des Journaux Officiels** a constitué l'événement majeur de l'année.

Un lancement réussi pour l'activité de formation en ligne des fonctionnaires

> **Juillet** : destinée aux fonctionnaires et aux futurs fonctionnaires, la diffusion de contenus en ligne a démarré avec le lancement d'une expérimentation visant à maîtriser les outils et les contraintes de cette nouvelle activité. En partenariat avec Sciences Po, la Documentation française a ainsi proposé durant l'été une préparation à l'examen d'entrée en 1^{ère} année à Sciences Po Paris intégralement en ligne.



éditer

**Editeur
de ses propres
périodiques
et collections**

**Editeur pour
le compte des
administrations**

Les co-éditions

La Documentation française est un **éditeur public de référence**. Elle mène en parallèle deux activités éditoriales – **édition pour son compte propre et édition pour le compte des administrations** – qui se confortent l’une l’autre.

ÉDITEUR DE SES PROPRES PÉRIODIQUES ET COLLECTIONS

LES PÉRIODIQUES

Les résultats : retour à la normale

Après les bonnes performances de 2004, les résultats de l’année 2005 sont plus contrastés avec une érosion des abonnements variable selon les revues, en partie corrigée par une amélioration parfois spectaculaire de la vente au numéro. Il ne s’agit pas d’oublier non plus les versements du Centre français de photocopie à la Documentation française, qui pour certains périodiques, les *Cahiers français* par exemple, peuvent représenter jusqu’à plus de 10 % de leur chiffre d’affaires annuel.

Une année dominée par l’actualité européenne

La revue **Regards sur l’actualité** a particulièrement profité de l’intérêt suscité par les débats autour du référendum sur la Constitution européenne avec un numéro sur ce thème vendu à plus de 3 500 exemplaires.

Autres succès : les dossiers consacrés à la décentralisation et à la réforme budgétaire (LOLF) qui confirment leur audience auprès de tous ceux qu’intéressent les politiques publiques. La revue **Questions internationales** a également bénéficié de « l’effet Constitution européenne » qui a relancé l’intérêt du public pour des numéros parus en 2004, « L’Europe à 25 » ou « Europe/États-Unis : le face-à-face », et a permis d’assurer le





succès du numéro sur « La Turquie et l'Europe » paru en avril 2005, avec plus de 3 000 ventes.

La Documentation photographique a consacré un numéro très apprécié à « La Russie entre deux mondes », tandis que l'intérêt pour le thème de la mondialisation ne faiblissait pas, comme l'attestent les bons résultats des numéros des **Cahiers français** sur « Mondialisation et commerce international » et de **Problèmes économiques** sur « Libre-échange et délocalisations : le débat rebondit ».

Les numéros de la revue **Problèmes politiques et sociaux** réalisent pour leur part une bonne performance d'ensemble, en progression de 5 % par rapport à 2004.

On retiendra enfin le succès notable de la lettre d'information du **Courrier des pays de l'Est** qui dépasse les 4000 abonnés.



LES COLLECTIONS ET HORS COLLECTIONS

L'Europe en première ligne

Les cinq premiers mois de 2005 ont été très bénéfiques pour tous les titres sur l'Union européenne.

L'ouvrage **La Constitution européenne : Texte et commentaires** était particulièrement adapté au contexte référendaire puisqu'il comportait le projet de Constitution, une analyse précise des changements apportés et des débats auxquels il avait donné lieu tout au long du processus d'élaboration, enfin un rappel des évolutions des politiques communes intervenues au fil des années. D'autres titres comme « **L'Europe à 25 : un défi social** », paru dans la collection *Les Etudes de la Documentation française*, répondaient aux préoccupations des citoyens en matière de risque de *dumping* social. Quant au volume **Les Traités de Rome, Maastricht, Amsterdam et Nice, Textes comparés**, son résultat en librairie a été à la hauteur de celui des années précédentes. Cet intérêt pour l'Union européenne a justifié la mise en route d'un FAC « **Connaître l'Union européenne** », premier

titre de la collection à proposer des QCM avec leurs corrigés et dont les résultats en matière de vente sont prometteurs.



Les activités des collections

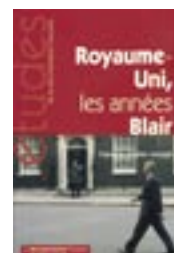
Deux collections, *Les notices* et *FAC*, ont connu de très bons résultats financiers, témoignant de leur notoriété auprès d'un public de candidats aux concours administratifs ou d'étudiants qui cherchent des synthèses à jour sur des thématiques diverses touchant les

domaines privilégiés de l'intervention de l'Etat : « **Institutions et vie culturelles** » dans la collection des *Notices* ou encore « **Les collectivités territoriales** » particulièrement appréciées des candidats aux concours de la Fonction publique territoriale. L'un et l'autre étant co-édités avec le Centre national de la Fonction publique territoriale.



Les Etudes de la Documentation française

Après 2004 qui avait été marquée pour la collection des *Etudes* par une transformation importante (disparition du titre du périodique *Notes et Etudes documentaires* au profit du seul titre **Les Etudes de la Documentation française**), les résultats de l'année 2005 confirment le bien-fondé des changements effectués. Modernes et attrayantes, les couvertures et la maquette intérieure rencontrent l'adhésion générale. 16 titres de qualité, portant sur des thématiques liées directement à l'actualité – « **L'Europe à 25, un défi social** » ou « **Les pôles de compétitivité** » –, ou permettant des approfondissements, en particulier sur les institutions ou la vie politique – « **Les partis politiques** », « **Les assemblées parlementaires** », « **Le Royaume-Uni : les années Blair** » – ont permis d'enregistrer de bons résultats, le CA de la vente au numéro tendant à



rejoindre celui des abonnements. On notera également une progression des citations et des comptes rendus dans la **presse** et une présence en **librairie** plus visible.

Les partenariats

Au-delà des partenariats bien établis avec le CNFPT et le CNED pour des collections existantes, une grande activité pour en développer de nouveaux, ainsi que pour mutualiser les expériences et les moyens, est mise en œuvre au sein de toute la Documentation française en vue de déboucher sur des projets novateurs. Il est certain que des financements conjoints permettent

de renouveler l'activité et de minimiser les risques financiers. Les administrations dont l'édition n'est pas la spécialité sont la plupart du temps très réceptives à certaines de nos propositions en rapport avec leur activité. Elles attendent de la Documentation française des initiatives qui leur permettent de prolonger leur action (exemple « **Les pôles de compétitivité** » dans la collection *Les Etudes*), et de décliner – pour le Ministère des Affaires étrangères par exemple – des informations sur la France dans des registres différents et vers des publics diversifiés.



Le comité des publications

Du fait de la nomination d'un **nouveau président** en mars, l'année 2005 a marqué la reprise de l'ensemble des activités du Comité des publications, dont la Documentation française assure le secrétariat.

Durant cette année, le Comité s'est réuni six fois en séance plénière.

L'activité du Comité s'oriente essentiellement autour de **trois thèmes** :

- l'émission d'avis sur les demandes dont il est saisi par les administrations et les établissements publics souhaitant créer une publication ou devant renouveler leur demande à l'occasion de modification d'une publication existante ;
- l'examen de la politique éditoriale des administrations ou établissements publics ;
- l'inventaire des publications administratives.

Concernant les **avis**, plus de 37 dossiers ont été examinés : on peut observer une certaine récurrence des observations qui sont faites concernant les coûts et les conditions de réalisation des publications, en particulier l'absence de comptabilité analytique, le manque de clarté ou l'absence de contrats entre régie publicitaire et administration. De la même manière, les modes de diffusion et les coûts qui leur sont associés ne sont pas toujours bien évalués. En outre, on note des différences de qualité pour des coûts très voisins.

S'agissant de la présentation des **politiques éditoriales**, le Comité a entendu sept responsables éditoriaux.

Il a par ailleurs reçu la médiatrice de l'édition publique venue présenter son rôle, ses missions et ses activités.

Enfin, la réflexion sur l'**inventaire** permanent des **publications** que doit tenir le Comité des publications a bien avancé. Cet inventaire devra répondre à deux objectifs :

- l'accessibilité en ligne - sur le site de la Documentation française - des informations concernant les publications administratives, rendant plus facile la comparaison des données par le Comité des publications.
- la gestion plus facile des dossiers grâce à la nouvelle base de données.

Un service de presse au service des éditions

Le service de presse de la Documentation française, intégré au Département de la communication, contribue par ses actions à faire connaître les périodiques et collections édités par la Documentation française. Il est en contact constant avec les médias qu'il oriente par ses conseils bibliographiques et ses envois presse. Ses communiqués de presse, soit 80 en 2005, sont en ligne sur l'**Espace presse** du site ladocumentationfrancaise.fr.

Il a organisé une **conférence de presse** le 27 septembre pour la publication du **premier rapport du CAS** (Conseil d'Analyse de la Société), présidé par Luc Ferry, et communiqué sur le thème de la discrimination positive. Par ailleurs, il s'efforce d'être présent lors des **conférences de presse** des organismes partenaires (Conseil d'Etat, Médiateur de l'Education nationale, etc.) ou de manifestations organisées pour la sortie de rapports officiels ou d'ouvrages particuliers (rapports du CAE, ouvrage du CSO « Les musées en Europe »...).

En 2005, il a recueilli **2 572 coupures de presse** citant la Documentation française (+6,2 % par rapport à 2004) : **1 463** (dont **732 articles**) concernent les services et publications propres à la **Documentation française** et **1 109** (dont **621 articles**) concernent les publications des **partenaires** que la DF édite ou diffuse.



EDITEUR POUR LE COMPTE DES ADMINISTRATIONS

A côté de ses éditions propres, la Documentation française est éditeur délégué pour le compte des administrations.

UN PARTENARIAT ÉTROIT AVEC LES ADMINISTRATIONS

La Documentation française apporte son savoir-faire éditorial et technique aux administrations qu'elle accompagne au mieux dans la définition de leurs besoins et dans la diffusion la plus adaptée à leurs ouvrages.

En 2005, elle s'est efforcée de développer un partenariat étroit avec elles, de répondre dans les meilleures conditions (en termes de délais, de coûts, d'accompagnement éditorial et commercial) à l'ensemble de leurs demandes qu'elle anticipe au besoin en s'en rapprochant plus en amont.

En 2005, une centaine d'administrations ont demandé à la Documentation française d'être leur éditeur et leur diffuseur. Citons par exemple : Assemblée nationale, Sénat, Conseil d'Etat, Cour de Cassation, Ecole nationale d'administration (ENA), Ministère de la Justice, Conseil de l'Europe, Ministère des Affaires étrangères (MAE), Commissariat général du Plan, Conseil national du Tourisme (CNT), Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Groupe Caisse des Dépôts, Conseil d'analyse économique (CAE), Ministère de la Fonction publique et de la réforme de l'Etat, DGAFF, Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne de la Région d'Ile-de-France (CIGPC), Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, SICOM (solidarité), DAGEMO, ANPE, Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), Ministère de la Culture, Direction des Archives de France, Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, CNRS...

La Documentation française permet ainsi à de nombreux ouvrages issus de l'administration d'être présents et d'exister sur le marché de l'édition (en librairie, par correspondance, en ligne, etc.). Elle remplit ainsi les missions de service public qui lui ont été confiées : **diffusion** de la pensée publique et **vulgarisation**.

Dans le même temps, elle développe sa fonction de **conseil éditorial** en engageant les ministères à se rapprocher de problématiques susceptibles de toucher le grand public, notamment sous la forme d'ouvrages au format de poche ou de guide pratique.

Dans un contexte toujours marqué par une concurrence accrue – celle des éditeurs privés sur certains segments de marché et de l'internet –, son rôle a été d'accompagner et d'orienter les travaux d'édition demandés par les administrations mais aussi de trouver pour les nouveaux ouvrages une place – assortie d'un équilibre commercial et financier – sur le marché.

En 2005, la Documentation française a édité **343** nouveautés soit **177** ouvrages et **166** titres de périodiques se répartissant ainsi :

- **112** publications en propre (dont **16** ouvrages et **96** périodiques) ;
- **231** publications pour le compte des administrations (dont **161** ouvrages et **70** périodiques).

LES PUBLICATIONS MARQUANTES DE L'ANNÉE

Parmi les nombreuses publications éditées par la Documentation française pour le compte de partenaires administratifs, les ouvrages et périodiques suivants ont particulièrement marqué l'année.

Pour le compte du **SIG-MAE/Ministre délégué aux Affaires européennes**, la Documentation française a assuré les trois tirages (**190 000 exemplaires** au total) du *Traité établissant une Constitution pour l'Europe*, paru en 2004 ainsi que la fabrication et le routage de deux affiches et de deux brochures.

Un nouveau partenariat a été noué avec la **DICOD** du **Ministère de la Défense** pour la conception d'une ligne graphique et le lancement de deux nouvelles collections *Questions de défense* et les *Petits guides de la Défense*, destinée à rendre accessible à un large public les problématiques de défense.

L'**ADPF** (Association pour la diffusion de la pensée française), nouveau client en édition, devient aussi un éditeur diffusé par la Documentation française dès 2006.

Par ailleurs, plusieurs partenariats anciens se poursuivent, par exemple avec le **Conseil d'Etat** ou la **Cour de Cassation** pour laquelle la Documentation française a entièrement repensé la maquette intérieure du rapport.

L'année 2005 correspond aussi au lancement d'un nouveau partenariat avec la **Cour des Comptes**, la Documentation française reprenant les activités d'édition déléguée précédemment assurées par la Direction des Journaux officiels.

A été relancée aussi la collection *Perspectives sur la justice* de la **Mission Droit et justice**. Le premier titre paru est « Économie et droit du contrat administratif ».

Le **Centre d'études et de prospective** du **Ministère de l'Intérieur** a publié pour sa part deux titres *Les vertus retrouvées du sous-préfet d'arrondissement* et *Le maire au nom de l'Etat*.



Avec la **Direction des Études économiques et de l'Évaluation environnementale** du **Ministère de l'Environnement**, trois titres ont paru dans la collection *Réponses Environnement* « La recherche au service du développement durable », « Démarches épidémiologiques après une catastrophe » et « Agriculture et environnement ».

L'**ONERC**, Observatoire national des effets du réchauffement climatique, s'est également assuré les services de la Documentation française pour la publication de son premier rapport annuel, de même qu'au sein du **Ministère de l'Équipement**, le **PUCA** (Plan urbanisme, construction, architecture) avec la publication de *La conduite des projets architecturaux*.



Le **Conseil national du tourisme**, pour sa part, a publié *Le tourisme, outil de revitalisation des territoires ruraux* et *Tourisme et innovation*.

Les Mots de la géographie (Dynamique du territoire, **Reclus**) ont connu leur 7^e réimpression.

Dans la collection *Territoires en mouvement* de la **Datar** sont parus

« 40 ans d'aménagement du territoire », « Les Pays » et « Les Fonds structurels européens » a bénéficié pour sa part d'une 4^e édition.



Quatre ouvrages ont été publiés avec le **Commissariat général du Plan** : *Le prix du temps et la décision*

publique, *Conflits d'usage à l'horizon 2020*, *L'État et l'assurance des risques nouveaux*.

À l'**Institut des villes**, la collection *Villes et société* s'est enrichie de « Villes en évolution ».



La Documentation française a continué son partenariat actif avec la **Direction de la sécurité et de la circulation routières** (Ministère de l'Équipement, **DSCR**) : *La revue de la sécurité routière*, des guides, des livrets d'apprentissage et des dépliants.

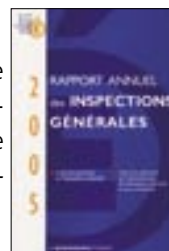
Dans le domaine de la **culture** et de la **communication**, à côté des nouveautés du **Ministère de la Culture**, notamment dans la collection *Questions de culture* du département des études et de la prospective du Ministère, *La Mode, une économie de la créativité et du patrimoine*, à *l'heure du marché*, et l'édition annuelle des *Chiffres clés de la culture*, deux nouveaux titres sont venus enrichir la collection *Travaux et documents* du comité d'histoire du Ministère de la Culture : *Jeanne Laurent, une fondatrice du service public pour la culture (1946-1952)* et *L'Action culturelle dans les villes nouvelles*, sous la direction de Loïc Vadelorge.

Dans le domaine des médias, on notera *Les Tableaux statistiques de la Presse* réalisés par la **Direction du développement des médias**, et *La société de l'information : glossaire critique* par la Commission nationale française pour l'**UNESCO**.

Pour les titres édités en partenariat avec l'**Éducation nationale**, l'ouvrage *Pour la réussite de tous les élèves*, coédité en 2004 avec le CNDP, a fait l'objet d'une traduction en langue italienne. Est parue également, sous la direction de Christian Baudelot et François Leclercq, l'étude approfondie *Les Effets de l'éducation*.



Comme en 2004, l'**IGEN** (Inspection générale de l'Éducation nationale) et l'**IGAENR** (Inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche) ont publié un rapport conjoint : le *Rapport annuel 2005 des inspections générales*.



L'année 2005 a connu un renforcement des liens éditoriaux de la Documentation française avec ses partenaires des **Services du Premier ministre**, qui ont donné naissance à deux publications notables : avec le SIG, le *Guide du débat citoyen* ; avec le Secrétariat général du gouvernement (et le Conseil d'Etat), le *Guide pour l'élaboration des textes législatifs et réglementaires*.

La **Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires** (MIVILUDES), partenaire pour son rapport d'activité depuis 2004, lui a confié l'édition de plusieurs ouvrages : le *Guide de l'agent public face aux dérives sectaires* (20 000 ex.), les actes du colloque *Sectes et laïcité* et enfin son *Rapport d'activité 2004*.



Le rapport d'activité de la **Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)** a connu une refonte totale pour un positionnement plus communicationnel : nouvelle maquette intérieure en quadrichromie, changement de format, nouvelle maquette de couverture et réalisation d'un cédérom.

Le **GIE OSEO** – qui résulte du rapprochement de l'Anvar, de la Banque du développement des PME et de l'ADPME, sous l'égide de la Caisse des Dépôts et Consignations, et regroupe tous les organismes publics de soutien des PME – a confié à la Documentation française la diffusion de la revue mensuelle *Regards sur les PME* et l'édition du *Rapport annuel sur l'état des PME*, publiés par l'Observatoire des PME.

L'**Autorité des marchés financiers (AMF)**, autorité administrative indépendante qui a remplacé la COB, fait dorénavant éditer par la Documentation française son *Rapport annuel* et sa *Revue mensuelle*, publications qui s'adressent essentiellement aux professionnels des marchés financiers qui souhaitent se tenir informés en matière de régulation financière.



La très attendue 7^e édition du *Guide du droit du travail* (**Ministère de l'Emploi et de la cohésion sociale**) est parue au début de l'année 2005 (tirage : 5000 exemplaires).



Le **Comité d'Histoire de la Sécurité sociale** pour lequel la Documentation française diffuse depuis 15 ans des ouvrages sur l'histoire de la sécurité sociale, lui a confié cette année l'édition à 5000 exemplaires d'une plaquette de 60 pages consacrée à l'exposition relative à la célébration des 60 ans de la sécurité sociale : « La sécurité sociale : des origines à nos jours ».

Pour le compte du Service de l'information et de la communication (**Sicom**), la Documentation française a assuré l'impression d'une nouvelle collection *Famille, enfance et société* avec trois titres publiés dans l'année : « Famille, emploi féminin et désir d'enfant » et « Protection de l'enfant et usages de l'internet » (2 volumes).



L'activité éditoriale avec le **Ministère de la Santé et des solidarités** se maintient avec une quinzaine d'ouvrages dont 12 en reproduction et deux périodiques trimestriels (*RFAS*, *Dossiers solidarité-santé*).

Par ailleurs, la Documentation française a imprimé une dizaine d'ouvrages pour le compte de la Direction de l'Administration Générale et de la Modernisation des services (**Dagemo**) qui connaît un ralentissement de son activité éditoriale en raison des nombreuses lois en gestation concernant le travail, les jeunes, les handicapés.

Le **Conseil d'analyse de la société** a également rejoint la Documentation française pour l'édition de son premier rapport *Pour une société de la nouvelle chance*, et de la première « Note du CAS » *Une mondialisation à la française*. De même, l'**Organisation internationale du travail** (OIT) a confié à la Documentation française l'édition de l'ouvrage *L'Essentiel sur les salaires minimums dans le monde*.

Des compétences intégrées

Pour mener à bien ses orientations éditoriales, la Documentation française s'est largement appuyée sur ses propres atouts : le **studio** intégré (composé de secrétaires d'édition, de concepteurs graphistes et de metteurs en page) et les ateliers de fabrication d'Aubervilliers (photogravure, offset et façonnage).

L'activité globale des **ateliers de fabrication** d'Aubervilliers s'est bien maintenue en 2005 dans un contexte de réduction d'effectif lié à leur fermeture annoncée en 2006 : 89 titres d'ouvrages et de périodiques y ont été imprimés, dont 73 nouveautés et 16 réimpressions, représentant ainsi **22 %** de l'ensemble de la production éditoriale de la Documentation

française (*Regards sur l'actualité* ; *Courrier des Pays de l'Est*, *les Etudes*, *des ouvrages pour le Plan*, *les rapports officiels et de nombreux rapports publics*, etc.) et plus de 160 documents internes pour la promotion, les services commerciaux ou la communication (dépliants, plaquettes de communication, recto/verso d'information, ...).

LES CO-ÉDITIONS

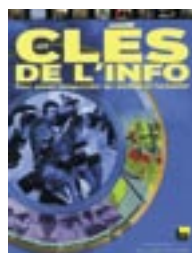
Soucieuse d'élargir son public traditionnel, la Documentation française multiplie les collaborations avec les partenaires publics et privés.

Outre la poursuite du cédérom *L'actualité en revues*, réalisé depuis quatre ans avec le Ministère de l'Éducation nationale et le CRDP du Languedoc-Roussillon – la version 2005 comprend 12 000 documents puisés dans quatre revues de la Documentation française –, deux projets de co-éditions ont abouti en 2005 :

– Le *Petit guide de la Constitution européenne*, en partenariat avec France-Info



Cette publication a été, sans conteste, l'opération la plus importante de l'année 2005. Avec **83 661 exemplaires** vendus à ce jour, cet ouvrage constitue la meilleure vente de l'histoire de la Documentation française depuis sa fondation.



– *Les Clés de l'info*, ouvrage co-édité avec Gallimard Jeunesse et France-Info, est paru au mois de novembre. Destiné aux lycéens, il devrait permettre à la Documentation française de toucher de nouveaux publics dans le secteur de l'édition documentaire.

Cette politique de partenariat avec des éditeurs privés de renom sera poursuivie en 2006 avec la sortie pour le Salon du livre d'un ouvrage intitulé *Vous avez dit justice ?*, co-édité avec le Seuil Jeunesse (parution en mars 2006) et le lancement d'une collection d'ouvrages de poche grand public *Débats publics* avec les éditions Odile Jacob. Trois titres sont prévus pour une parution à l'automne 2006 : *Le modèle social*, *L'immigration*, *L'Etat et les religions*.

Meilleures ventes de l'année 2005 - classement par chiffre d'affaires

	TITRE	auteur moral	quantité vendue	CA net en K€
1	Le petit guide de la Constitution européenne	D F	84 724	265,5
2	Médiasig édition 2005	S.I.G	7 914	209,5
3	Traité établissant une Constitution pour l'Europe	DF	61 734	158,7
4	Rome / Répertoire opérationnel des métiers	A.N.P.E	898	128,7
5	Répertoire de l'administration française 2004	DF	3 165	78,4
6	Culture générale : thèmes de société (Fac)	DF	5 341	54,9
7	Système éducatif en France (Notices)	DF	4 782	54,7
8	Protection sociale en France (Notices)	DF	4 317	54,4
9	Collectivités territoriales (Notices)	DF	4 253	52,6
10	Institutions et vie culturelles (Notices)	DF	4 115	51,0
11	L'Union Européenne et le projet de Constitution (Découverte VP)	D F	6 836	46,4
12	Traité de Rome, Maastricht, Amsterdam et Nice	D F	4 852	45,0
13	Note de synthèse (Fac)	D F	6 957	45,0
14	Collectivités territoriales et décentralisation (Découverte VP)	D F	4 958	33,5
15	Guide pratique du droit du travail - 7ème mise à jour	Ministère du travail	2 726	34,4
16	L'Union Européenne (Notices)	D F	2 505	31,4
17	La Constitution européenne - texte et commentaires	D F	2 308	28,7
18	Comprendre l'Administration (FAC)	D F	2 474	27,3
19	Initiation au droit public (Fac)	D F	2 529	25,7
20	Rapport public 2005 du Conseil d'Etat	Conseil d'Etat	1 505	23,7
21	Dissertation de culture générale (FAC)	D F	2 272	23,4
22	Sécurité routière en France : Bilan 2004	DSCR	2 920	22,7
23	Les Institutions de la France (Découverte de la vie publique)	D F	2 447	21,8
24	Politique économique et ses instruments (Notices)	D F	1 596	21,2
25	Conversation avec le jury (Fac)	D F	3 210	20,9
26	Répertoire des carrières territoriales 1	CIGPC	171	20,6
27	Note administrative - édition 2003 (Fac)	D F	3 066	20,5
28	Rédacteur catégorie B - section 2004 (annales corrigées)	CIGPC	1 314	20,4
29	Mots de la géographie - nouvelle édition 2005	Reclus	1 365	19,6
30	Éléments de culture générale (Fac)	D F	1 968	19,3
	Total des 30 meilleures ventes		239 222	1 659,7



documenter

**Le Centre
de documentation
France-Europe-Monde**

Les Dossiers en ligne

**La Collection
des discours publics
en ligne**

**Les Renseignements
bibliographiques**

LE CENTRE DE DOCUMENTATION FRANCE-EUROPE-MONDE

Le Centre de documentation France-Europe-Monde, qui accueille le public à Paris, 29 quai Voltaire, a connu sa première année de stabilisation en termes de fréquentation sur place. Installé à l'automne 2004, après la reprise du fonds « Sources d'Europe » et la fusion des centres documentaires de la Documentation française, il offre désormais un lieu d'étude et d'information où l'**intégration des différentes ressources** (imprimées et numériques) a pu être réalisée avec succès.

LE FONDS « SOURCES D'EUROPE »

L'arrivée du fonds documentaire sur l'Union européenne a conduit à revoir l'offre sur place du Centre de documentation de la Documentation française. Les trente thématiques qui le structurent ont été inventoriées et réaménagées suivant un plan de classement actualisé. Les dossiers documentaires auparavant élaborés à la Documentation française proposent désormais, dans la section « Presse, analyse, débats » de chaque thème, les éléments fondamentaux pour une meilleure connaissance des questions d'actualité en Europe. Les ouvrages ont également étoffé les secteurs de ce fonds (**+66 % d'acquisitions supplémentaires sur l'Union européenne**), tandis que le nombre de revues sur l'Europe dépasse maintenant la centaine.

La base de données de l'ex-médiathèque, avec plus de **70 000** références, est venue rejoindre le catalogue bibliographique de la Documentation française dont elle a doublé le volume. L'harmonisation des références permettra au lecteur d'avoir une vision plus complète, y compris à distance par Internet, des documents possédés par le fonds général et européen.

Ces aménagements ont permis de ralentir la baisse de la fréquentation du centre et de susciter de très nombreuses demandes de visites : en 25 sessions, plus de 300 visiteurs ont découvert les nouvelles salles de consultation, testé les ressources électroniques exclusives et apprécié les collections sur l'Europe. Parmi eux, les bibliothécaires chargés de l'orientation à la BNF, les futurs documentalistes de la Fonction publique territoriale, des étudiants de Sciences Po ou de filières européennes à l'université.

DES COLLECTIONS TRADITIONNELLES POUR DES PRODUITS INTERNET

Le Centre de documentation continue à être un **fournisseur régulier de produits en ligne**. Il a complètement remanié ses pages de présentation pour la nouvelle version du site www.ladocumentationfrancaise.fr, avec pour objectif de rendre plus visible **son offre sur place** et les services particuliers proposés aux usagers (renseignements bibliographiques, réservations, etc.).

Forts de leurs compétences sur l'étranger et l'international, les documentalistes ont poursuivi leur contribution aux rubriques du site. Outre la chronologie internationale, qui représente un produit très apprécié des internautes, ils ont mené à bien quatre nouveaux dossiers d'actualité en ligne, constituant à la fois des supports d'information grand public et des produits d'appel pour les publications.

UN CENTRE EN ÉVOLUTION CONSTANTE

L'amélioration constante du service au lecteur a donné lieu à plusieurs **innovations**. Ainsi l'essor des ressources numériques s'est traduit par l'abonnement au **portail EbscoHost** et à la base de données en économie, **EconLit**. De ce fait, à partir de tout poste informatique sur place, le lecteur peut accéder au texte intégral des revues souscrites, faire des recherches dans des bases d'articles ou créer des alertes thématiques.

La mise en place d'outils modernes pour la reproduction des documents (impression depuis chaque ordinateur, distributeur-rechargeur de cartes pour photocopie) rend la consultation plus pratique et plus conviviale.

Les éléments du fonctionnement du Centre ont fait l'objet d'un séminaire de réflexion, en prolongement de celui qui s'était tenu à la fin de l'année 2004 sur les conséquences de l'intégration du fonds « Sources d'Europe ». Tous les aspects de l'activité ont été passés en revue : politique d'acquisition, stratégies de conservation, qualité de la base de données, mise en valeur auprès des utilisateurs, pertinence de l'accueil. Autant de domaines qui ont préfiguré la définition d'indicateurs de performance pour 2006.

Concernant la promotion, l'effort consenti ces deux dernières années s'est poursuivi. On notera la réalisation, en collaboration avec le Département de la communication, d'un feuillet de présentation du Centre de documentation France-Europe-Monde et la participation de ses agents aux côtés des équipes commerciales lors de la campagne de rentrée universitaire.



L'attractivité du lieu a conforté la **Banque mondiale** dans le choix de la Documentation française comme bibliothèque dépositaire pour la France, avec la création d'un point d'information sur la Banque, sur ses activités, ses publications et ses supports numériques.

LES DOSSIERS EN LIGNE

Dans le cadre de sa mission d'information sur l'actualité politique, économique, sociale en France et dans le monde, la Documentation française propose trois collections de dossiers en ligne pour comprendre, suivre et approfondir les grands enjeux contemporains.

Sur son site ladocumentationfrancaise.fr, une collection de **dossiers d'actualité** traite de différentes questions françaises, européennes ou internationales, en s'appuyant notamment sur les ressources éditoriales et documentaires de la Documentation française.

Sur le portail *vie-publique.fr*, édité par la Documentation française, des dossiers viennent éclairer les **actualités de la vie publique** et permettent d'accéder à d'autres ressources publiques. En outre, une collection de dossiers est consacrée aux **politiques publiques**, permettant de mettre en perspective l'évolution de l'action publique dans divers domaines.

Les dossiers d'actualité de la Documentation française sur *ladocumentationfrancaise.fr*

Avec quelque **70** dossiers en ligne sur *ladocumentationfrancaise.fr*, la collection des **Dossiers d'actualité de la Documentation française** constitue aujourd'hui une ressource reconnue pour mieux comprendre l'actualité politique, économique et sociale en France, en Europe et dans le monde.

Parmi les nouveaux titres parus en 2005, on remarquera notamment un dossier sur les catastrophes naturelles et la prévention des risques, publié après le tsunami en Asie du Sud-Est, un dossier sur la laïcité, un autre sur la fonction publique ou encore un dossier sur l'Outre-mer. Les questions sur l'avenir de l'assurance maladie ont fait l'objet de deux dossiers, consacrés l'un à la réforme engagée en France, l'autre aux réformes menées en Europe. Enfin, une série de dossiers concernant les relations entre l'Union européenne et ses voisins est entreprise : la Turquie et l'Europe, l'UE et la Méditerranée, la Russie et l'Europe.



Les dossiers de politiques publiques

Les dossiers « Politiques publiques » du site *vie-publique.fr* mettent en valeur les grandes étapes de l'action publique à travers des ressources publiques (textes officiels, rapports, déclarations, etc.) et une mise en perspective éditoriale. **23** dossiers étaient en ligne fin 2005. Ils sont dorénavant produits avec un logiciel de gestion de contenu. Pour une meilleure cohérence de la rubrique, les dossiers déjà en ligne ont été traités à nouveau avec ce logiciel. Par ailleurs, la charte initiale a été complétée et la plupart des dossiers revus pour mieux y répondre. On remarquera un dossier consacré à la justice pénale qui revient sur les réformes des 15 dernières années.



Les dossiers d'actualité de *vie-publique.fr*

Les dossiers d'actualité du site *vie-publique.fr* sont des « repères » visant à donner une information de premier niveau sur les projets gouvernementaux, les institutions, les acteurs publics et les dispositifs en vigueur. **15** dossiers repères ont été mis en ligne en 2005, chacun offrant des liens d'approfondissement vers des ressources du portail ou vers des ressources publiques externes : recherche, déconcentration, référendum sur le projet de Constitution européenne, contrôle de l'immigration, pôles de compétitivité, budget pour 2006...



LA COLLECTION DES DISCOURS PUBLICS EN LIGNE

La *Collection des discours publics* a continué en 2005 sa mission patrimoniale de recensement et d'analyse des discours et communiqués des principaux acteurs de la vie publique en France : Président de la République, membres du gouvernement, responsables politiques et syndicaux. Mis en perspective par une chronologie de la vie politique, économique et sociale de la France, c'est un fonds documentaire comportant aujourd'hui plus de **170 000** documents dont les plus anciens remontent à 1974.

En 2005, près de **4 500** nouveaux documents ont été collectés sur les sites publics, traités et analysés et près de **150 000** recherches d'internautes ont été enregistrées, non comprises les consultations faites à partir des différentes rubriques du portail *vie-publique.fr*, où la collection est accessible directement depuis juin 2005.

Enfin, dans le cadre du changement d'outil de production, qui s'est achevé fin 2005 par la mise en place de GIPSI (Gestion de l'Information Publique sur Internet), la refonte du *thesaurus* a été conduite à son terme et permet dorénavant à la Documentation française de disposer d'un vocabulaire actualisé et hiérarchisé, pouvant également servir de langage de référence dans l'organisation des informations du portail *vie-publique.fr*.



LES RENSEIGNEMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

Un service particulier (ouvert du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 et de 14h à 17h) est chargé de renseigner et de conseiller le public sur les publications papier et en ligne de la Documentation française, par **téléphone, courriel, courrier et fax**. Il se charge aussi de proposer des bibliographies sur les thèmes de l'actualité couverts par la Documentation française et d'expliquer le contenu des ouvrages

* **5303** appels téléphoniques, **1933** courriels, **296** lettres et télécopies ont ainsi pu être traités par la **cellule des renseignements bibliographiques**.

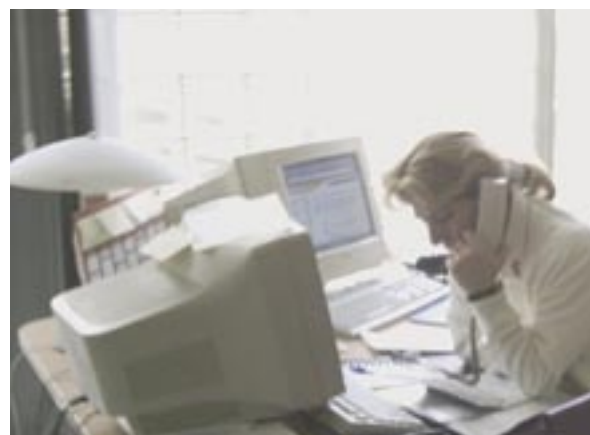
publiés, ses réponses s'adaptant à chaque interlocuteur : lycéen, étudiant, professeur, documentaliste, journaliste, chercheur ou simple particulier...

Si le premier semestre, jusqu'au référendum, a été marqué par de nombreuses demandes concernant le projet de Constitution européenne, tout au long de l'année, les demandes, toujours très diverses, ont porté notamment sur la collection « *Annales corrigées* », *Médiasig*, *Les Notices*, les *Annales du concours de praticien d'établissement public de santé*, les *Cahiers d'habitat* et autres collections, ainsi que sur des rééditions attendues : *Guide de la coopération décentralisée*, *Guide des recherches sur l'histoire des familles*, le *ROME*.

Beaucoup de questions ont également concerné les rapports en ligne (recherche, date de mise en ligne...).

La fin d'année a été marquée par de nombreuses questions relatives à la diffusion de collections de la Direction des Journaux officiels par la Documentation française, en particulier sur les conventions collectives.

Enfin la Documentation française a organisé une réunion consacrée aux logiciels de gestion de contenu et à leur place grandissante dans l'administration électronique.



Le Club des documentalistes

Depuis janvier 2000, la Documentation française anime le Club interministériel des documentalistes, structure informelle mandatée par le Secrétaire général du gouvernement pour offrir aux professionnels de l'information un lieu d'échanges, de partage d'expériences et de mutualisation. En 2005, ce Club a poursuivi ses visites au sein des services documentaires des Ministères : deux réunions, l'une au Ministère de la Justice, l'autre au Ministère de l'Economie et des finances, ont permis d'avoir une vision concrète des politiques documentaires menées au sein de ces Ministères. Le Ministère de la Santé et des solidarités a refait un point sur l'avancement de la réinformatisation du réseau documentaire Solidarité Santé (administration centrale et services déconcentrés) et sur la mise en place de son nouveau logiciel. Des groupes de travail spécifiques (droits d'auteur et droits de copie numérique, Lof et indicateurs de performance pour la documentation) ont régulièrement animé les rencontres.



diffuser

Une organisation commerciale renouvelée

Un champ d'intervention élargi pour la diffusion

Des circuits de diffusion diversifiés

Une nouvelle version du site *ladocumentation-francaise.fr*

La Bibliothèque des rapports publics

En 2005, la Documentation française a conforté l'orientation, prise en 2004, de développer son activité de diffuseur et de distributeur d'un grand nombre d'organismes publics nationaux et internationaux en assurant aussi la commercialisation des livres et des revues qui lui sont confiés au travers de réseaux de distribution qu'elle utilise pour la vente de sa propre production.

UNE ORGANISATION COMMERCIALE RENOUVELÉE

Pour atteindre ses objectifs, la Documentation française a procédé à la réorganisation de ses services commerciaux en créant deux départements distincts, le Département de la diffusion et celui de la promotion (voir Organigramme p. 5).

Ce redécoupage en deux entités internes distinctes a permis de donner corps à un Département de la diffusion plus apte à **valoriser** et **développer l'offre de service** en matière de diffusion et de distribution, lieu d'une véritable valeur ajoutée appréciée des partenaires extérieurs.

Il a aussi affirmé le positionnement de la promotion, **véritable interface entre l'édition et la diffusion**, dont l'importance, tant lors de la création des ouvrages que de leur commercialisation, est certaine, ainsi que sa nécessaire articulation fonctionnelle avec les services du Département de la communication, essentiellement le service de presse.

Cette nouvelle organisation traduit l'ampleur que prend **l'activité de diffusion**, avec au sein du Département de la diffusion :

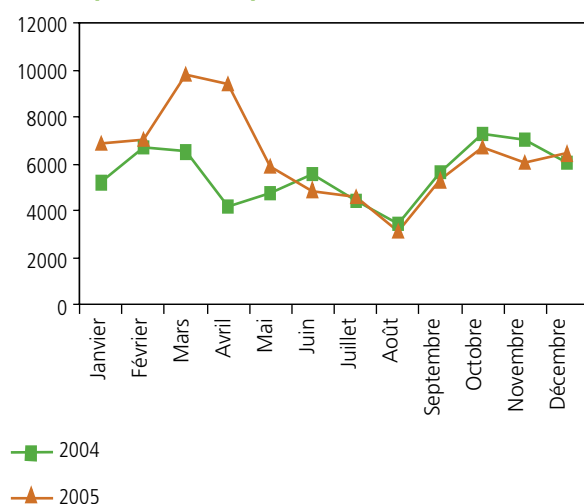
- l'arrivée des coordonnateurs de diffusion, renforçant le lien entre la Documentation française et les éditeurs publics qui utilisent sa plateforme de diffusion et qui auront pour tâche de développer le catalogue des organismes en diffusion ;
- la mise en place d'une cellule de scannérisation et de gestion des bases de données pour l'ensemble des produits diffusés ;
- le renforcement des équipes dédiées à l'administration des ventes, aux expéditions et à la gestion des stocks.

UN CHAMP D'INTERVENTION ÉLARGI POUR LA DIFFUSION

Au cours de l'année 2005, la Documentation française a étendu son champ d'intervention en intégrant le fonds de l'UNESCO (une centaine de références).

En outre, dans le cadre de la mise en place d'une **structure de diffusion commune** à la Direction des Journaux officiels et à la Direction de la Documentation française – installée sur le site d'Aubervilliers –, plus de 600 références sont venues enrichir l'offre de diffusion, cependant que 15 agents de la DJO ont été mis à la disposition de la DDF afin de renforcer l'effectif dédié à la diffusion.

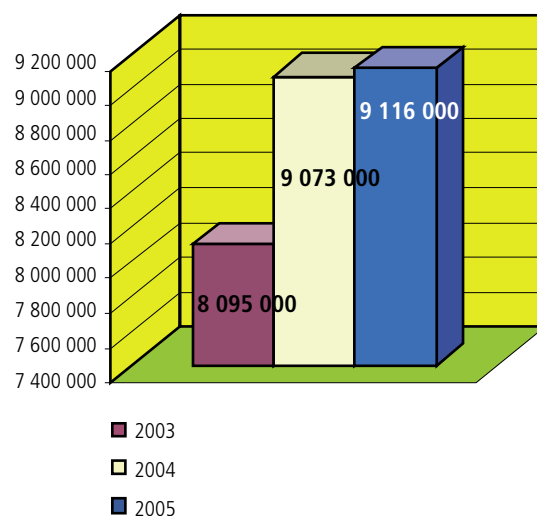
Évolution du nombre de commandes extraites aux expéditions depuis 2004



Pour réussir cette évolution forte de ses missions et après avoir changé de progiciel de gestion commerciale, en 2003/2004, la Documentation française a procédé en 2005 à la rénovation et à la modernisation de sa plateforme de distribution :

- en équipant un magasin de nouveaux paletiers portant sa capacité de stockage à 2600 palettes au total ;
- en doublant la surface dédiée aux expéditions avec l'installation de six postes d'emballeurs entièrement informatisés et avec la mise en place de nouveaux rayonnages dynamiques dans la zone de picking.

Evolution du CA HT de ventes de publications



DES CIRCUITS DE DIFFUSION DIVERSIFIÉS

La Documentation française offre désormais une palette complète de circuits de distribution au travers :

- de ses **deux librairies**, à Paris et à Lyon, qui réunissent un fonds d'ouvrages émanant de l'administration ;
- du **réseau des libraires français et étrangers**, qui s'est sensiblement étendu en 2005 avec la vente du *Petit guide de la Constitution européenne* et des ouvrages touchant plus largement à l'Union européenne. Ce sont plus de **500** nouveaux libraires et points de vente (dont les hypermarchés et les « Relay ») qui ont accueilli l'ensemble de ces titres, offrant ainsi à la Documentation française une meilleure couverture. En outre, l'équipe d'**attachés commerciaux** s'est renforcée en 2005 d'un représentant dans les DOM, portant le nombre de ces collaborateurs à 7.
- de ses **diffuseurs à l'étranger** qui agissent également en tant qu'agences d'abonnements sur le territoire où ils interviennent ;
- de la **vente par correspondance** totalisant 420 commandes/jour, ce qui est le reflet de l'intensification des actions de promotion auprès de cibles essentielles pour les ouvrages et revues de la Documentation française, et de la mise en œuvre d'importantes campagnes de recrutement d'abonnements ;

– de la **vente en ligne** à travers son site www.ladocumentationfrancaise.fr et sa plateforme de paiement sécurisé.

UNE NOUVELLE VERSION DU SITE *ladocumentationfrancaise.fr*

Depuis juillet 2005, les internautes peuvent accéder à une **version entièrement rénovée du site** www.ladocumentationfrancaise.fr. S'appuyant sur une étude préalable réalisée auprès des utilisateurs en 2004, une **nouvelle ergonomie** et un **nouveau graphisme** ont été développés sur l'ensemble des ressources que les internautes ont l'habitude de consulter : catalogue éditorial, revues et collections de la Documentation française, bibliothèque des rapports publics, dossiers d'actualité, informations sur le monde, photographie.

Un double accès : thématique et par moteur

Tous les contenus du site sont désormais accessibles à la fois grâce à une liste thématique simplifiée et à un nouveau moteur de recherche, où que l'on se trouve sur le site.

Les usages principaux du site – s'informer et se former – font désormais l'objet de deux rubriques spécifiques.

Dans la **rubrique « S'informer »**, l'internaute prend immédiatement connaissance des ressources disponibles à la Documentation française sur l'actualité de la France et du monde avec des sélections thématiques ciblées sur un événement particulier.

Dans la **rubrique « Se former »**, l'internaute, étudiant ou candidat à un concours, trouve des informations pratiques et des ressources directement utilisables dans le cadre de sa formation.

Enfin, la **rubrique « Venir sur place »** présente les différentes librairies et points de vente des publications éditées et diffusées par la Documentation française ainsi que le Centre de documentation France-Europe-Monde.

Le site propose enfin aux **professionnels de l'édition** deux ensembles, *Editer à la Documentation française* et

Edition publique, l'Espace presse restant entièrement destiné aux **journalistes**.

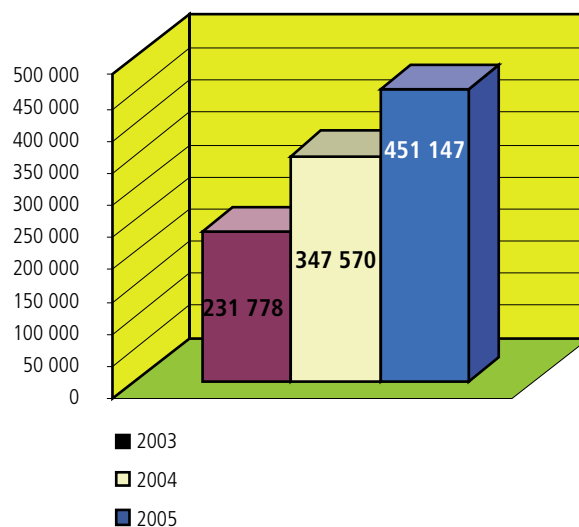
Une évolution du catalogue éditorial

Le catalogue éditorial devient plus performant avec :

- une commande en ligne encore plus simple et efficace ;
- une recherche portant sur tous les titres édités par la Documentation française depuis 1993 ;
- une seule fiche pour présenter les offres des publications disponibles sur les deux supports, papier et électronique ;
- un accès, dès la page d'accueil, vers les titres des nouveautés, des meilleures ventes et des publications à paraître prochainement.

Une évolution du chiffre d'affaires (€)

Evolution du CA en ligne



Il est à noter une évolution de +30 % du chiffre d'affaires et de +37 % des commandes en ligne qui passent de 8359 en 2003 à 11800 en 2004 pour atteindre 16163 en 2005. Quant au panier moyen, il passe de 27,70€ en 2003 à 29,50€ en 2004 pour s'infléchir sensiblement en 2005 avec 28,83€.



LES LETTRES D'INFORMATION: UNE OFFRE RICHE ET DIVERSIFIÉE

La Documentation française offre sur ses trois sites l'**abonnement** à diverses lettres d'information que l'internaute reçoit par messagerie électronique.

> à partir de *ladocumentation française.fr*, tous les quinze jours,

- la **Lettre de la Documentation française** informe sur les nouveautés éditoriales et documentaires de l'institution ainsi que sur les événements auxquels participe la Documentation française ;
- la **Lettre de la Bibliothèque des rapports publics** permet de recevoir la liste des rapports récemment publiés en ligne et une sélection de rapports sur un sujet d'actualité ;
- la **Lettre de Problèmes économiques** informe sur les principaux sujets traités dans le dernier numéro de la revue.

Chaque mois, la **Lettre du Courrier des Pays de l'Est** informe sur les actualités de cette région, un agenda, une bibliographie. Elle permet également d'être informé du sommaire de chaque nouveau numéro de la revue.

> à partir de *vie-publique.fr*, tous les quinze jours,

- la **Lettre de vie-publique.fr** offre un focus présentant la diversité des ressources du portail sur une politique publique en débat, la liste des informations publiées sur le site pendant les quinze derniers jours et une sélection de rapports publics récents.

> à partir de *service-public.fr*, chaque semaine,

- la **Lettre de service-public.fr** permet de recevoir les dernières informations administratives utiles à la vie quotidienne, organisées en différentes rubriques – *Actualités, En bref, Découvrir, Rendez-vous* –, ainsi que les dernières actualités utiles aux professionnels.

La Gazette de service-public.fr

Tous les deux mois, la **Gazette de service-public.fr** tient informés les partenaires du portail de l'avancée des projets et des évolutions du site.



Ces lettres ont confirmé en 2005 leurs bons taux de progression par rapport à 2004.

	2004	2005	Progression
Lettre de la Documentation française	25 393	33 187	+23 %
Lettre de la Bibliothèque des rapports publics	17 523	23 593	+26 %
Lettre de Problèmes économiques	6 722	10 593	+37 %
Lettre du Courrier des Pays de l'Est	2 500	3 941	+37 %
Lettre de vie-publique.fr	40 394	59 930	+33 %
Lettre de service-public.fr	91 513	105 918	+14 %

LA BIBLIOTHÈQUE DES RAPPORTS PUBLICS

La Bibliothèque des rapports publics (BRP) a franchi un cap symbolique en 2005 : le **million de téléchargements** a été atteint dans le courant du mois de décembre. Les internautes ont à nouveau exprimé leur intérêt pour les rapports publics puisque les trois quarts des rapports ont été consultés au moins une fois au cours de l'année. La BRP s'est en outre enrichie de plus de 700 nouveaux rapports. La **Lettre d'information de la BRP** a été envoyée gratuitement tous les quinze jours à plus de 23 500 internautes, gagnant ainsi 6000 abonnés en 2005.



Les **trois rapports les plus téléchargés** au cours de l'année 2005 ont été :

- Martin Hirsch, *Au possible nous sommes tenus*, Rapport de la Commission Familles, vulnérabilité, pauvreté (Ministère des Solidarités, de la santé et de la famille. Commission familles, vulnérabilité, pauvreté) avec **13 959** téléchargements.
- Commission nationale de l'informatique et des libertés, le 25^e *Rapport d'activité 2004*, avec **11 176** téléchargements.
- Claude Thélot, *Pour la réussite de tous les élèves*, Rapport de la Commission du débat national sur l'avenir de l'Ecole, avec **10 475** téléchargements.

**4100 rapports
publics en ligne**





informer

service-public.fr,
le portail de
l'administration
française

vie-publique.fr,
un portail
pour le citoyen

Accueils et visites

L'information à l'utilisateur est au cœur des missions de la Documentation française

SERVICE-PUBLIC.FR, LE PORTAIL DE L'ADMINISTRATION FRANÇAISE

Créé en octobre 2000, www.service-public.fr, le portail de l'administration française, est devenu, avec plus de 2 millions de visites mensuelles, le site de référence des usagers de l'administration : 97 % des utilisateurs se déclarent satisfaits de *service-public.fr*. Parmi eux, 33 % affirment qu'ils en sont très satisfaits. En outre, 46 % des internautes interrogés déclarent que *service-public.fr* est « beaucoup mieux » que l'image qu'ils ont de l'administration (Enquêtes Opinion Way – juillet 2005).

La mission de *service-public.fr* est de simplifier la vie quotidienne des usagers dans leurs relations avec l'administration. En se plaçant du point de vue de l'utilisateur, *service-public.fr* contribue à rendre l'administration plus simple, plus transparente et plus conviviale.

Le site est décliné en deux espaces : un *Espace Particuliers* qui s'adresse au grand public et un *Espace Professionnels* essentiellement dédié aux professions indépendantes et aux petites entreprises.

Trois grandes fonctions pour répondre aux attentes des usagers de l'administration

- > donner accès à l'ensemble de l'information administrative en la rendant plus simple et plus claire avec le *Guide des droits et démarches* et la rubrique *Actualités* ;
- > offrir des services pratiques qui facilitent les démarches de tout un chacun avec plus de 1 500

formulaires en ligne, 303 téléservices et un service de messagerie qui a traité 44 000 courriels en 2005 ;

- > orienter l'utilisateur au sein de l'administration avec l'annuaire des sites internet publics et l'annuaire de l'administration.

Les principales évolutions du site en 2005

L'année 2005 a été marquée par la mise en place d'un service particulièrement novateur : la **personnalisation géographique du guide « Vos droits et démarches »**. L'internaute est invité à saisir son code postal ou le nom de sa commune ; la fiche pratique du guide lui indique alors les coordonnées des organismes les plus proches de son domicile pour compléter ses informations ou pour traiter sa démarche administrative. Il peut, par exemple, trouver directement les coordonnées de sa mairie pour refaire sa carte d'identité.

L'intérêt de cette fonctionnalité, ouverte en mars, a été immédiatement reconnu par les utilisateurs de *service-public.fr* consultés en juillet 2005 : 96 % jugent « la personnalisation » utile et, parmi eux, 51 % la jugent tout à fait utile. Le taux de satisfaction de ce service est de 92 %, dont 33 % de très satisfaits (voir aussi « Innover » p. 34).

Par ailleurs, avec la **rubrique « Démarches en ligne Adèle »** mise en place en avril 2005 en partenariat avec l'Agence pour le développement de l'administration électronique (ADAE), *service-public.fr* donne accès en un seul clic à toutes les démarches administratives en ligne destinées aux particuliers et aux professionnels et lui offre la possibilité de télécharger la collection des guides de l'administration en ligne ainsi que de s'abonner au *journal d'Adèle* pour être informé de l'actualité des services en ligne.



Une diffusion des contenus démultipliée grâce au co-marquage

Accorder administration et proximité, c'est l'enjeu du **co-marquage**, un système de mutualisation des données administratives entre un site national, *service-public.fr*, et de multiples sites locaux. Le co-marquage permet en effet aux sites de proximité, naturellement consultés par l'utilisateur pour se renseigner, de rediffuser les contenus de *service-public.fr* et de les enrichir de données locales complémentaires.

L'adhésion au co-marquage s'effectue soit directement avec la Documentation française, soit par l'intermédiaire de la Caisse des Dépôts et Consignations, laquelle a développé, dans le cadre d'un partenariat conclu en août 2002 avec la Documentation française, *Service-public local*, une plate-forme intégrée de co-marquage avec *service-public.fr*.

L'année 2005 a vu un fort accroissement du nombre d'**adhérents** au co-marquage : **+103,62 %** en un an. Avec 674 adhésions fin décembre 2005, c'est donc plus de **29 000** communes qui sont potentiellement concernées par le co-marquage. 80 % des préfectures ont signé une convention d'adhésion à la plate-forme *Service-public local*, développée par la CDC, et toutes les régions sont représentées par les accords de co-marquage avec toutefois une sur-représentation en Ile-de-France, Aquitaine, PACA, Pays de Loire et Rhône-Alpes. Les régions sous-représentées restent l'Alsace et la Champagne-Ardenne.

Un public caractéristique et évolutif

Les visiteurs de *service-public.fr* se distinguent de la moyenne des internautes français : **un peu plus âgés** (52 % de plus de 35 ans, au lieu de 50 %), **52 %** des utilisateurs de *service-public.fr* appartiennent à des **catégories socio-professionnelles élevées et moyennes** (44 % pour la moyenne des internautes). Ils sont en outre mieux représentés en région et dans les petites villes et moins en région parisienne (14 % au lieu de 26 %).

En 2005, on constate cependant un **léger rajeunissement** des utilisateurs. En effet, la part des 25-34 ans a augmenté de 4 points et la part des 35-49 ans a diminué de 2 points par rapport à fin 2003.

Le **niveau d'étude** des utilisateurs de *service-public.fr* est nettement plus élevé que celui de la population française des internautes (45 % de Bac+3 et plus, au lieu de 10 % pour la moyenne de la population française). Toutefois *service-public.fr* touche de plus en plus de personnes à faible niveau d'études (36 % en 2005 ont un niveau bac ou moins, soit +6 points par rapport à 2002).

On note une légère augmentation (+2 points) des salariés du secteur privé qui constituent 55 % des utilisateurs. 25 % des visiteurs de *service-public.fr* sont membres actifs d'une association (pour 5 % d'entre eux, c'est leur activité professionnelle).

Un taux très élevé de satisfaction

La 4^e enquête de satisfaction des utilisateurs de *service-public.fr* (juillet 2005) montre que son image est toujours excellente et le taux de satisfaction élevé, avec **97 % de satisfaits** (+1 point par rapport à fin 2003), dont 33 % de très satisfaits (+7 points par rapport à décembre 2003). En outre, 46 % des internautes déclarent que *service-public.fr* est « beaucoup mieux » que l'image qu'ils ont de l'administration (+2 points par rapport à 2003).

L'appréciation globale du site enregistre une **augmentation** sensible, et notamment en ce qui concerne les contenus (+5 points par rapport à décembre 2003), la rapidité (+7 points par rapport à décembre 2003) et la navigation (+3 points par rapport à décembre 2003).

Concernant l'appréciation des différentes rubriques de *service-public.fr*, c'est la rubrique « Actualités » et La lettre d'actualité qui enregistrent les plus fortes croissances : 81 % de satisfaits dont 36 % de très satisfaits contre respectivement 53 % et 28 % en 2003.

En 2005, *service-public.fr* et *vie-publique.fr* ont été **sélectionnés pour le World Summit Award** (Prix du Sommet Mondial), concours mondial visant à sélectionner et à valoriser des « e-contenus » de qualité et des applications multimédia novatrices.

Une audience en progression constante

En 2005, *service-public.fr* a reçu **27 874 678** visites (+5,6 % et une augmentation de 1,5 million de visites par rapport à 2004) et le nombre de pages vues est de **200 486 393** (+2,6 % par rapport à 2004). A cela s'ajoutent les 1,8 million de visites du *Guide des droits et démarches* diffusé sur les sites locaux adhérents à Service-Public Local. Le nombre total de consultations directes et indirectes des contenus de *service-public.fr* est donc de **29,7 millions de visites**.

Déjà 5 ans pour service-public.fr

Le 4 novembre, à l'occasion de l'anniversaire des **5 ans de service-public.fr**, une conférence de presse a été organisée en concertation avec l'ADAE (Agence pour le développement de l'administration électronique) et un dossier de presse réalisé avec le Département de la communication.





VIE-PUBLIQUE.FR, UN PORTAIL POUR LE CITOYEN

Le portail *vie-publique.fr*, édité par la Documentation française dans le cadre de sa mission générale d'information et de documentation sur l'actualité politique, économique, sociale et européenne, est destiné à faciliter l'accès des internautes aux ressources et données utiles pour appréhender les grands sujets qui animent le débat public français.

Ouvert en juin 2002, *vie-publique.fr* a reçu près de **4 millions** de visites en 2005 pour **18 millions** de pages vues. Très bien référencé dans les moteurs et annuaires du web, il reçoit la majorité de ses consultations via une interrogation dans un moteur externe. *vie-publique.fr* est également accessible à partir de la page d'accueil de *service-public.fr*.

Les principales évolutions du site en 2005

L'année 2005 se caractérise par le lancement de plusieurs réflexions et évolutions visant à **améliorer l'offre** aux internautes, à la suite des résultats de l'enquête utilisateurs 2004. Il s'agit, grâce à l'évolution technologique notamment, d'améliorer la perception de la

complémentarité des différentes rubriques du portail sur la base de ses thématiques. La rubrique *Chronologie de la France* offre désormais un accès à des chronologies thématiques issues d'autres rubriques du portail ou de *La Collection des discours publics*. De plus, la rubrique *Collection des discours publics*, avec 100 000 déclarations politiques collectées par la Documentation française depuis 1974, a été intégrée à *vie-publique.fr*, avec des accès simplifiés aux recherches.

L'année a été aussi marquée par la **migration de la diffusion** du portail sur le **logiciel SPIP** issu des technologies du libre (*open-source*) et disponible sous licence GPL. Ce développement a été entièrement mené par les équipes de la Documentation française à partir de mars 2004. Cette application a ouvert de nouvelles possibilités de diffuser les informations de *vie-publique.fr* sur d'autres sites publics grâce à la mise en place de systèmes de **syndication** de contenus (fils RSS) (voir « Innover » p. 34).

Trois approches offertes aux citoyens pour comprendre la vie publique

Se repérer

- > Les *Dossiers documentaires* présentent les grandes politiques publiques et leurs évolutions à travers des documents de référence (lois, rapports, études, déclarations) et des repères (chronologies, glossaires, etc.)
- > La *Collection des discours publics* propose près de **150 000** documents sur 30 ans de vie publique (déclarations présidentielles, gouvernementales, politiques, syndicales ; communiqués officiels, etc.)
- > Les *Accès thématiques* organisent des parcours avec plus de **650** documents, dossiers, sites publics commentés, classés et présentés dans **44** grands thèmes de la vie publique : sécurité intérieure, système éducatif...

S'informer

- > La *Bibliothèque des rapports publics*, soit plus de **1 600** rapports, prend une nouvelle importance dans le contexte du portail dédié à l'action publique : rapports sur les retraites, l'enseignement...
- > La rubrique *Actualités de la vie publique* permet de se référer aux mouvements majeurs de la vie publique : articles, dossiers d'actualité, panorama des projets de textes législatifs

Découvrir et participer

- > La rubrique *Découverte des institutions et de la vie publique*, avec plusieurs centaines de questions-réponses et des animations, offre une présentation pédagogique de l'organisation des pouvoirs publics et du fonctionnement des institutions
- > Le *Répertoire des forums publics* conduit, par grands sujets, à l'ensemble des forums mis en place sur les sites publics pour alimenter le débat public

Un très fort accroissement d'audience en 2005

L'audience de *vie-publique.fr* a maintenu un fort taux de croissance (+36 % des visites), ce qui confirme la fidélité d'un public en quête d'informations caractérisées par leur neutralité sur la citoyenneté et les politiques publiques. La *Lettre de vie-publique.fr* notamment poursuit sa progression (+40 %), et compte près de 57 000 abonnés fin 2005.

Les chiffres de l'internet en 2005

	Service-public.fr	Ladocumentationfrancaise.fr	Vie-publique.fr
pages vues	200 486 393	17 676 801	17 941 905
visites	27 874 678	3 989 346	3 913 733
abonnés à la lettre d'actualité	105 918	33 187	56 930

ACCUEILS ET VISITES

Le site *service-public.fr* a suscité une demande soutenue de la part des **visiteurs étrangers**. Ont été accueillis, entre autres, dans le cadre des coopérations scientifiques et techniques gérées par le Ministère des Affaires étrangères, des représentants du Ministère de la Justice marocain, chargés de l'automatisation de la documentation juridique du Ministère.

D'autres **accueils** inscrits dans les programmes de formation de nos partenaires (*Fonction publique territoriale, Services du Premier ministre.....*) ont donné lieu à une présentation institutionnelle de la Documentation française.

Sur le site du **quai Voltaire**, l'intérêt s'est porté plus particulièrement sur la documentation multi-supports et les parutions récentes (visite de la librairie, présentation des synergies entre les trois sites internet), les apports liés au fonds « Sources d'Europe » en complément des ouvrages, revues et dossiers propres à la Documen-

tation française (visite du Centre de documentation France-Europe-Monde), l'évolution des méthodes de travail des rédacteurs et documentalistes. Sur le site d'**Aubervilliers**, où quatre accueils ont été assurés dans le cadre des visites d'entreprise – « *Et voilà le travail* » organisées par le Comité départemental du tourisme de Seine-Saint-Denis –, l'intérêt s'est davantage porté sur les métiers et techniques de fabrication et de routage, la gestion des stocks et la *scannérisation* ainsi que sur la gestion de la commande en ligne.

Au total **185** personnes (individuels et groupes) ont été reçues, avec une hausse significative de demandes de visites (14 au lieu de 10 l'an passé).

Par ailleurs, la Documentation française est présente par son implication régulière dans les **colloques et débats** qui se tiennent à Paris : *Journée du Livre de l'économie, Journée du Livre politique, les Conférences-débats de l'Association Communication publique, les Entretiens La Tribune-CCIP*. Ces rencontres confortent les partenariats institutionnels et échanges de services.





innover

COPERIA

**La personnalisation
géographique
du guide *Vos droits
et démarches***

**La diffusion
des données
de *vie-publique.fr*
en syndication RSS**

GIPSI

**La réforme de l'Etat
et la modernisation
de l'administration**

L'innovation – moteur de la modernisation du service public – est au cœur des préoccupations de la Documentation française, autant dans l'évolution de ses outils que par la place qu'elle veut tenir dans la société de l'information, et particulièrement dans la sphère de l'édition et de la diffusion publiques.

INNOVER

COPERIA

L'application COPERIA (CoProduction en réseau de l'Information Administrative), mise en service en juillet 2004, permet aux services de l'administration de travailler en réseau pour enrichir et mettre à jour la base de données de référence sur les droits et démarches. Les contenus gérés dans COPERIA sont diffusés sur *service-public.fr*, sur les 800 sites web locaux partenaires et utilisés par le 39 39 Allô Service Public pour répondre aux questions des usagers posées par téléphone.

COPERIA permet à toute administration de participer à la production du guide *Vos droits et démarches*. En effet, les organismes partenaires peuvent rédiger des fiches relevant de leur compétence directement dans l'application, référencer et qualifier des ressources (téléservice, téléprocédure, texte de référence, formulaire, organisme...), relire et valider les fiches d'information rédigées par l'équipe de rédaction de la Documentation française, recevoir automatiquement les informations produites dans leur domaine de compétence et participer à des discussions en utilisant les outils de communication internes à l'application.

LA PERSONNALISATION GÉOGRAPHIQUE DU GUIDE VOS DROITS ET DÉMARCHES

Ce service proposé aux internautes depuis mars 2005, permet d'offrir à l'utilisateur des fiches pratiques adaptées à sa localité. En effet, les coordonnées des organismes locaux

compétents sur un droit ou une démarche s'affichent directement sur les fiches d'information, pour la commune choisie par l'internaute.

Avec la personnalisation géographique, *service-public.fr* rediffuse la base de données locales mutualisée qui est alimentée par les services administratifs locaux et gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations. Ce service résulte du travail de co-production de l'information administrative entre les acteurs publics nationaux et locaux, réalisé dans le cadre du partenariat de co-marquage conclu entre la Documentation française et la Caisse des Dépôts en août 2002.

Les données issues de la base de données locales SPL concernent pour l'instant 23 organismes sur un total de 78 organismes locaux référencés dans le Guide *Vos droits et démarches*. Lorsqu'une adresse n'est pas encore disponible dans la base de données, *service-public.fr* fournit un lien vers un annuaire national (annuaire sur les sites publics ou annuaire Pages Jaunes) pour que l'internaute puisse trouver l'adresse qu'il recherche.

LA DIFFUSION DES DONNÉES DE **VIE-PUBLIQUE.FR** EN SYNDICATION RSS

Avec le changement d'outil de diffusion (SPIP) de *vie-publique.fr*, en février 2005, de nouvelles modalités de diffusion des informations du portail sur d'autres sites ont été mises en place grâce au système de syndication des contenus (fils RSS).

Le système permet aux webmasters d'inclure des fils des contenus de *vie-publique.fr* mis à disposition librement et de les proposer sur les pages de leur site en complément de leur propre information et dans leur propre graphisme. Comparable à des liens classiques de sites à sites, le système de syndication permet une actualisation automatique des données au fur et à mesure de la production de *vie-publique.fr* sans intervention des webmasters des sites.

Les deux fils proposés aujourd'hui concernent le flux d'actualité du portail ainsi que les mises à jour du « panorama des lois ». Plusieurs sites exploitent déjà cette possibilité dont, notamment, des sites de communes (Taverny, Tarbes).

L'extension de l'outil SPIP aux autres sites *service-public.fr* et *ladocumentationfrancaise.fr* permettra une nouvelle offre de diffusion des contenus des productions des sites de la Documentation française.

GIPSI

Depuis décembre 2005, la Documentation française utilise GIPSI (Gestion de l'information publique sur internet), un nouveau logiciel documentaire couplé à un outil de gestion électronique de documents, pour le traitement des discours et des rapports publics. A chaque notice documentaire est rattaché un document au format .rtf, .pdf, ou .html ; il est également possible d'y associer des documents audio ou vidéo.



Cet outil comporte un module d'indexation assistée, utilisant les méthodes de **catégorisation** à partir d'un référentiel de données. Ce référentiel, construit à partir des documents indexés et validés par les documentalistes, permet de proposer des descripteurs pour chaque nouvelle notice. Concrètement, GIPSI procède à une analyse du nouveau texte, le compare aux documents du référentiel et propose les descripteurs des documents similaires pour indexer la notice en cours de création. Le référentiel est renouvelé régulièrement pour permettre l'apprentissage des nouvelles notions.

Utilisant les technologies XML, cet outil permettra également d'optimiser la diffusion d'informations pour les internautes sur les deux sites *vie-publique.fr* et *ladocumentationfrancaise.fr* et de proposer de nouveaux services.

LA RÉFORME DE L'ÉTAT ET LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

LA MISSION DE CONTRÔLE DE GESTION ET DE CONTRÔLE INTERNE

Avant la mise en œuvre des nouvelles règles de gestion du budget de l'Etat en 2006, la mission de contrôle de gestion et de contrôle interne a contribué à l'élaboration d'un nouveau dispositif d'indicateurs de performance et à l'adaptation des nomenclatures. Elle a en outre poursuivi le développement de la nouvelle comptabilité analytique.

Les indicateurs de performance

La nouvelle loi organique sur les lois de finances (LOLF) modifie profondément les règles de gestion budgétaire de l'Etat, qui s'appuient désormais sur le financement de « missions », assurées ou conduites par les services de l'Etat et mieux identifiées qu'auparavant, et sur la mesure des résultats obtenus. Ces missions sont subdivisées en « actions », dont chacune est caractérisée par des objectifs et des indicateurs de performance.

Dans la contribution qu'elle apporte à la mesure de la performance de la Documentation française au sein de l'action « Information administrative », la mission de contrôle de gestion et de contrôle interne intervient à **trois niveaux**.

Le **premier niveau** intéresse le Parlement et les citoyens lors du vote du budget ou de contrôles effectués par les commissions des Finances des assemblées, le Premier ministre, auquel est rattaché le Secrétariat général du gouvernement, et la Cour des Comptes, qui contrôle annuellement les résultats financiers de la Documentation française et est désormais chargée de certifier les comptes de l'Etat et des administrations.

En prolongement des travaux de mise en œuvre de la LOLF menés depuis 2002, d'une part, et à l'occasion du suivi des « stratégies ministérielles de réforme » (SMR), initiées par le Premier ministre, d'autre part, deux objectifs ont été confirmés et précisés en 2005, dans le cadre des SMR, en février, puis en liaison avec

la direction du Budget lors de la préparation du budget 2006, en mai.

Le *premier objectif* concerne le développement du portail de l'administration française *service-public.fr* pour lequel deux indicateurs de performance ont été retenus :

- * pourcentage de « visiteurs satisfaits » et nombre de « visites satisfaites » ;
- * coût unitaire du renseignement administratif sur le portail.

Le *second objectif* touche au développement des activités industrielles et commerciales. Plutôt qu'un simple taux de croissance, il a été retenu un indicateur, voulu plus significatif, de progression de la diffusion (et de l'audience) des publications administratives qu'édite la Documentation française, mesurée d'après leur diffusion payante.

Le **deuxième niveau**, qui s'appuie sur une trentaine d'indicateurs de performance, concerne directement le Secrétaire général du gouvernement, ainsi que la Mission d'Organisation et, le cas échéant, l'ensemble des services SGPM, au titre des échanges de bonnes pratiques.

Ces indicateurs, dont une nouvelle liste a été établie en septembre 2005, sont repris dans un tableau de bord, qui sert de trame aux trois rendez-vous annuels que le Secrétaire général du gouvernement tient avec chacune des directions ou services, dans le cadre du plan triennal de contrôle de gestion.

Ces indicateurs s'articulent autour des quatre objectifs stratégiques de la direction : à savoir les trois objectifs, sur lesquels a été fondée la réorganisation de 2002, et le nouvel objectif de développement d'un outil de formation en ligne des fonctionnaires.

La refonte du tableau de bord destiné au Secrétaire général du gouvernement s'est appuyée sur les résultats du « projet indicateurs » du plan d'action mis en œuvre à l'été 2003 en vue d'améliorer le pilotage et la gestion économique, financière et comptable. Sous le pilotage du sous-directeur, la mission de contrôle de gestion a conduit le projet d'élaboration d'un nouveau dispositif d'indicateurs de performance, susceptibles de mesurer les activités des services et aussi de caractériser les efforts d'adaptation et de modernisation de la Documentation française.

Ce sont 75 indicateurs proposés par les départements lors d'une concertation menée au cours de l'été 2005, qui constituent le **troisième niveau** d'intervention de



la mission de contrôle de gestion. Grâce à un réseau de correspondants dans chaque département, la mission – outre son rôle de conseil et d'information – est chargée de coordonner la mise en œuvre des indicateurs et leur remontée à la direction, chaque mois ou chaque trimestre. Ce nouveau dispositif, qui peut également permettre aux chefs de département de mobiliser les agents sur des objectifs à atteindre, se met en place en 2006. Les indicateurs, au nombre de 3 à 5 par département, sont de plusieurs types et visent notamment à mesurer les résultats obtenus, la performance des actions entreprises, l'efficacité dans la conduite des projets, la qualité de service, les délais, la satisfaction des usagers, etc.

Grâce à la sensibilisation et aux expériences concrètes menées depuis plusieurs années, chaque département a contribué de manière très positive à la réflexion et à la constitution de cette batterie d'indicateurs. Il reste maintenant à l'enraciner dans le fonctionnement courant des services.

L'adaptation des nomenclatures budgétaires et comptables

La mise en œuvre de la nouvelle loi organique LOLF s'accompagne de la **création d'un plan comptable de l'Etat**, comparable à celui des entreprises, qui répond aux règles internationales de comptabilité.

La mission de contrôle de gestion a contribué, depuis l'année 2004, à l'identification des adaptations à prévoir pour la comptabilité tant des dépenses du budget général (auparavant votées et suivies par chapitres et paragraphes) que des dépenses du compte de commerce, qui respectaient la nomenclature du plan comptable général des entreprises.

L'adaptation au nouveau plan comptable de l'Etat, à compter du 1^{er} janvier 2006, a nécessité d'importantes modifications des comptes d'investissement, de dépenses et de recettes du compte de commerce. Dans l'attente d'une stabilisation de la nouvelle nomenclature, le nouveau plan de compte sera mis en œuvre dans le progiciel de gestion Yole-Cotre via une table de correspondance. Ces modifications ont nécessité une intervention importante du concepteur du progiciel.

Tandis que les dépenses du budget général sont déjà gérées intégralement et de façon détaillée dans l'application interministérielle **Accord** (dont une nouvelle version est mise en œuvre en janvier 2006), les dépenses

du compte de commerce y seront transférées seulement chaque semaine (en 2006) de façon agrégée.

Même si les activités sont très différentes, il sera plus facile de comparer l'évolution des dépenses de même nature entre les deux budgets de la Documentation française et de les agréger dans une logique de globalisation.

Ces adaptations s'accompagnent d'une modification de la nomenclature budgétaire du compte de commerce, qui a été harmonisée avec celle des autres comptes spéciaux, à l'initiative de la direction du Budget. Ainsi la présentation du budget estimatif s'effectue encore avec les mêmes 4 lignes de recettes et 4 lignes de dépenses ; seule la numérotation est modifiée. L'identification spécifique des recettes et dépenses sur avoirs des administrations (instituée en 2000 à la demande de la Cour des Comptes) est confirmée.

Le développement de la nouvelle comptabilité analytique

Près de 20 réunions ont été tenues entre l'ingénierie et la mission de contrôle de gestion pour faire progresser l'analyse des données comptables et des circuits de répartition de charges directes et indirectes du nouveau système de comptabilité analytique. Ces réunions et de nombreux échanges entre chefs de projet et agents de la mission ont aussi permis d'optimiser les extractions des informations à partir des applicatifs Harmonie et Yole-Cotre et de constituer les principales rubriques de l'infocentre. Un important travail a aussi été effectué pour constituer le référentiel des charges de personnel, qui représentent près de 50 % des charges totales, homogénéiser les données relatives aux coûts des produits marchands pour les années 2003 à 2005 et compléter les données manquantes.

Le lancement de l'activité de formation en ligne des fonctionnaires

La formation des fonctionnaires est déjà une partie importante de l'activité de la Documentation française, à travers les collections de préparation aux concours en co-édition avec le CNED (collection « *Formation-Administration-Concours* »), le CNFPT (collection « *Les Notices* ») ou avec le site **service-public.fr** qui assure de fait une information et une formation en continue des fonctionnaires.

En développant une nouvelle activité de formation en ligne, la Documentation française prolonge ses activités dans les domaines éditorial et technique. Elle accompagne ainsi la mutation de ses publics traditionnels vers les supports en ligne et pourra proposer l'actualisation des contenus grâce à ses productions éditoriales de façon à compléter les préparations traditionnelles aux concours et aux examens professionnels de la Fonction publique. Sur le plan technique, elle dispose de compétences affirmées dans le domaine de la diffusion de contenus en ligne grâce aux différents sites dont elle est l'opérateur ou l'éditeur. Elle bénéficie de la plate-forme de formation CyBEo acquise par l'ADAE et dont le développement est désormais suivi par la Direction générale de la modernisation de l'Etat (département de la formation). Elle a ainsi relié cette plate-forme avec ses outils de gestion commerciale et de paiement en ligne.

Pour tester sa capacité à développer cette activité et à en maîtriser les outils et les contraintes, la Documentation française a mis en place une **préparation à Sciences Po**. Elle s'est en effet associée à Sciences Po pour proposer durant l'été 2005, pendant huit semaines entre le 4 juillet et le 30 août, une préparation en ligne à l'examen d'entrée en 1^e année, préparation qui a accueilli 335 inscrits.

L'un des principaux objectifs de ce partenariat était de proposer une préparation innovante et de qualité à tous ceux qui ne peuvent accéder – pour des raisons géographiques ou financières – à des formations présentielles généralement organisées à Paris. La répartition géographique des inscriptions a déjà permis de constater que cet objectif a été pleinement atteint. Avec plus de 55 % des inscrits originaires de province et 5 % situés hors de France (DOM et collectivités d'Outre-mer et étranger), la préparation en ligne a montré qu'elle correspondait à un véritable besoin.

Conçue et réalisée par une équipe d'une dizaine d'enseignants de classes préparatoires, la préparation en ligne proposait différents travaux pédagogiques dans chacune des quatre matières au programme de l'examen. Les inscrits ont ainsi bénéficié d'un véritable parcours pédagogique comprenant à la fois des cours en ligne, des lectures, des dossiers documentaires, des travaux méthodologiques, mais aussi plusieurs dizaines d'exercices interactifs ou tutorés. Surtout, chaque inscrit a pu bénéficier d'un suivi personnalisé par un tuteur dans chacune des quatre matières de l'examen.

Les résultats obtenus à l'examen d'entrée confirment l'intérêt d'une telle préparation. En effet, sur les 335 inscrits, 270 se sont présentés aux épreuves complètes

des 1^{er} et 2 septembre 2005. Le succès de 34 inscrits à l'examen permet à la préparation de la Documentation française d'afficher un taux de réussite de 13 % (Sciences Po a reçu 203 personnes à cet examen). Cela en l'absence de toute sélection préalable des inscrits.

LE DÉVELOPPEMENT D'AUTRES PARTENARIATS

■ par les relations extérieures de la Documentation française

Ces relations se caractérisent par une **présence** et une **implication** constantes de la communication externe dans les colloques et débats qui se tiennent à Paris (*Journée du Livre de l'économie, Journée du Livre politique, Association Communication publique/Conseil d'Etat, les Entretiens La Tribune-CCIP*). Elles confortent les partenariats institutionnels et échanges de services, dans le but de favoriser la circulation des informations, de développer les échanges d'expérience entre les communicateurs publics, et de promouvoir la Documentation française en montrant l'attractivité de ses éditions et produits en ligne.

En outre, la Documentation française s'est largement impliquée dans tous les groupes de réflexion menés autour du projet de **Bibliothèque numérique européenne**, en coordination avec la BNF et le SGAE.

■ avec les universités françaises

Parmi les nombreux **partenariats** engagés en 2004, l'un s'est particulièrement et activement poursuivi, notamment avec le CELSA, un étudiant de Master 2 travaillant pour son mémoire sur la notion de « livre numérique ».

■ avec le CIO-métiers publics

La Documentation française a conclu un partenariat avec le **premier Centre national d'Information et d'Orientation aux métiers publics** (CIO-Métiers publics) à l'occasion de son ouverture. L'objectif du CIO-métiers publics est d'offrir toute l'information utile aux jeunes diplômés désireux de s'orienter vers les carrières publiques, ce nouveau centre se définissant par les mots « informer, échanger, évaluer et orienter ». Ce partenariat permet ainsi à la Documentation française de valoriser toutes ses publications et ses ressources en ligne vers un public spécifique très important.

La vie des services



LES EFFECTIFS

Fin 2005, la Documentation française comptait 369 agents.

Les femmes représentent 61 % de l'effectif global ; les hommes, 39 %

Répartition des effectifs réels par statut (présents au 31 décembre 2005)

STATUT	A	B	C	TOTAL
Titulaires	102	39	99	240
Contractuels	73	37	19	129
TOTAL	175	76	118	369

Les mouvements de personnel

32 mouvements de personnel ont été enregistrés au cours de l'année.

19 agents ont quitté la Documentation française : **5** agents ont fait valoir leurs droits à la retraite ; **8** agents ont modifié leur parcours professionnel (concours, détachement...).

Dans le même temps, **13** agents sont arrivés.

En interne, **5** agents ont changé d'affectation.

Les métiers

Au sein du Répertoire des métiers des services du Premier ministre, la Documentation française compte **82 types d'emplois** répartis en **7 familles professionnelles** : administration et gestion ; commerce ; communication ; documentation ; édition ; logistique ; systèmes d'information.

Répartition par sous-directions et services

	Nombre d'agents	en % de l'effectif global
Ressources éditoriales et documentaires	126	33,33 %
Produits, services et diffusion	148	39,15 %
Administration	75	19,84 %
Autres	29	7,68 %

Les chiffres clés de la formation

Nombre d'actions de formation	484
Nombre de jours de formation	1410
Nombre de jours de formation moyen par agent	3,71
Nombre d'agents ayant suivi au moins une action de formation	231 (sur 369)
Dépenses de formation	118 475

LES RELATIONS SOCIALES

Le Comité technique paritaire spécial (CTPS) a été réuni à 4 reprises en 2005.

Les compositions du Comité technique paritaire ministériel, du Comité d'hygiène et de sécurité et des CTPS des services du Premier ministre ont été renouvelées en 2004.

CTPS de La Documentation française	Suffrages exprimés	Nombre de sièges
Taux de participation global	75,3 %	
Syndicat CFDT	46,9 %	5
Syndicat CGT	35,7 %	4
Syndicat Autonome UNSA	14,4 %	1



L'INTRANET

La **version actuelle** de l'Intranet a poursuivi son évolution avec la création de deux nouvelles rubriques. Le multimédia a également fait son entrée par la mise en ligne de la vidéo des discours, filmés à l'occasion de l'inauguration du fonds « Sources d'Europe ».

Par ailleurs, une nouvelle application « *Annuaire* » a vu le jour, permettant à chacun de voir très précisément l'arborescence hiérarchique de l'institution. Une nouvelle interface de saisie des données a été réalisée, permettant à présent des mises à jour instantanées.

Parallèlement les travaux de **refonte** de l'Intranet se sont poursuivis. Une cellule éditoriale et technique, dans le cadre de sous-groupes de travail, a décrit pour le Département des systèmes informatiques l'ensemble des contenus, leur organisation, et exprimé des souhaits de développement d'applications. Les futurs contributeurs ont également été désignés. Le cahier des charges ayant été réalisé et validé en 2003, seuls les développements restent à venir.

La Documentation française : 60 ans au service du public

L'année 2005 a été marquée par la **célébration du soixantième anniversaire** de la Documentation française au travers de plusieurs actions de communication rappelant la date du décret fondateur du 19 octobre 1945. Une première action s'est développée lors de la soirée d'inauguration du **Salon du livre** au mois de mars, avec la présentation de la nouvelle **plaquette institutionnelle** « 60 ans au service du public – édition – documentation – diffusion ».

En fin d'année, une **exposition « Mémoire »** sur les 60 ans d'activités de la Documentation française et ses évolutions majeures a été organisée le jeudi 6 décembre pour l'ensemble du personnel sur le site d'Aubervilliers. Cette manifestation a été marquée par la venue du Secrétaire général du gouvernement, Jean-Marc Sauvé, et la présence d'**invités d'honneur**. Parmi ceux-ci, les « fondateurs » de la Documentation française : Jean-Louis Crémieux-Brilhac (directeur de 1969 à 1982) et Henri Ferber (sous-directeur de 1969 à 1988), Martine Viallet (directrice de 1995 à 1997), quelques institutionnels proches : l'actuel directeur des Journaux officiels, Jean-Paul Bolufer, et Frédéric Tiberghien du Conseil d'Etat. L'anniversaire s'est doublé de l'**inauguration de bureaux** rénovés du bâtiment Condorcet, destinés aux nouveaux agents venus de la Direction des Journaux officiels, dans le cadre du rapprochement fonctionnel entre les deux institutions pour la partie diffusion de l'édition publique.



Le glossaire des termes métiers

AMELIA

(Application de Mise En ligne de l'Information Administrative)
Outil de diffusion pour les contenus de *service-public.fr*.

CO-MARQUAGE

Système de mutualisation des données administratives entre un site national, *service-public.fr*, et de multiples sites locaux. Le co-marquage permet aux sites de proximité, naturellement consultés par l'utilisateur pour se renseigner, de rediffuser les contenus de *service-public.fr* et de les enrichir de données locales complémentaires.

COPERIA

(CoProduction en Réseau de l'Information Administrative)
Application pour la production des contenus de *service-public.fr*.

ENTREE

Nouveau titre d'ouvrage ou nouvelle édition d'un annuel, intégrés au fonds documentaire.

DESHERBAGE

Opération d'élimination méthodique d'ouvrages ou de fascicules de revues dans un fonds existant, destinée à mettre en valeur les collections disponibles. Son objectif peut être divers : recentrage du fonds ancien par rapport aux axes de la politique d'acquisition actuelle, élimination des éditions périmées, des doublons inutiles, gain de place. Les exemplaires ainsi choisis, selon des critères précis, sont soit pilonnés, soit offerts en don à d'autres bibliothèques.

FIL RSS

Diffusion automatique et actualisée d'information en ligne (principe du fil AFP).

GIPSI

Nouvel outil de Gestion de l'Information Publique sur Internet, permettant à la Documentation française de produire et de gérer les discours et chronologies de la vie publique diffusés sur *vie-publique.fr*, ainsi que les rapports publics diffusés sur le site *ladocumentation-francaise.fr*.

INDEXER

Attribuer un ou des mots-clés pour caractériser le contenu des documents traités. Ils permettront au logiciel de créer des index, facilitant la recherche.

INFORMATION A DISTANCE

Par opposition à l'information et à la consultation sur place, l'information à distance recouvre tous les moyens et services permettant à l'utilisateur de poser une question et d'obtenir une réponse : courrier, téléphone, courriel, fax, sites internet.

LIBRE ACCES

Mode d'organisation des collections en salle qui autorise le lecteur à consulter seul les documents disposés sur les rayons. Le libre accès (ou accès libre) suppose, pour une pleine performance, de ranger les documents selon un plan de classement proche de la démarche de recherche du lecteur et reflétant le domaine couvert.

LIBRIS

Plate-forme Intranet contenant l'ensemble des informations éditoriales sur les ouvrages édités ou en préparation et mise à jour par l'ensemble des collaborateurs de la Documentation française.

LOLF

Loi organique 2001-692 relative aux lois de finances (LOLF) du 1^{er} août 2001.

MICROFORME

Terme générique pour désigner les microfiches et microfilms.

PLV

Publicité sur le Lieu de Vente.

PORTAIL D'INFORMATION

Site ou page Web présentant, sous forme ordonnée, un ensemble de ressources en ligne sur un sujet donné. Sorte de « guichet unique » pour qui veut aller à l'essentiel, le portail récapitule des ressources qui ont fait l'objet d'une sélection et d'une validation par un personnel qualifié.

PROGICIEL

Ensemble cohérent et indépendant constitué de programmes, de services et de supports de manipulation et de traitement de l'information.

RECUPERATION DE NOTICES

Autrement appelée « dérivation », cette opération consiste à reprendre sans ressaisie des descriptions bibliographiques d'ouvrages à partir d'une base extérieure (« réservoir »), nationale ou internationale. On peut citer la base commerciale Electre, le Sudoc, BN-Opale Plus de la BNF, ou OCLC. Cette procédure permet de ne pas perdre du temps à refaire une notice, alors qu'elle est déjà disponible ailleurs dans le format souhaité (généralement de type MARC).

SPIP

Logiciel issu des technologies du libre (*open source*).

SYNDICATION DES CONTENUS

La syndication permet aux internautes et aux webmasters de recevoir et de diffuser librement les flux d'informations des sites émetteurs. Les contenus se présentent sous forme de fils d'information. Ces fils peuvent être affichés sur une page web par les webmasters. Ils peuvent également être lus par les internautes qui auront téléchargé sur Internet un lecteur approprié. Certains navigateurs intègrent ces lecteurs.

USUELS

Partie d'un fonds de bibliothèque constitué de documents de référence, tels les dictionnaires, répertoires, annuaires, glossaires, etc.

Annexes

ANNEXE 1 : Textes de référence

**ANNEXE 2 : Evolution entre les crédits
votés pour les années 2002 à 2005**

**ANNEXE 3 : Résultats du compte
de commerce en trésorerie**

**ANNEXE 4 : Résultat d'exploitation
du compte de commerce**

**ANNEXE 5 : Analyse du chiffre
d'affaires sur le compte de commerce**

**ANNEXE 6 : Evolution du chiffre d'affaires courant
sur le compte de commerce 1994-2005**

ANNEXE 7 : Résultats des ventes des publications

**ANNEXE 8 : Statistiques globales
de fréquentation des sites en 2005**

textes de référence

Les missions, les attributions générales et l'organisation

- Décret n° 76-125 du 6 février 1976 relatif aux attributions de la direction de La Documentation française.
- Loi de finances pour 1979 (article 58) portant création d'un compte de commerce à la direction de La Documentation française.
- Arrêté du 27 novembre 2001 relatif à l'organisation de La Documentation française en sous-directions.
- Arrêté du 27 novembre 2001 relatif à l'organisation de La Documentation française en sous-directions et départements.
- Arrêté du 12 avril 2002 relatif à la création du site internet intitulé « ladocumentationfrancaise.fr ».
- Arrêté du 5 juillet 2002 relatif à la création du site internet intitulé « vie-publique.fr ».
- Arrêté du 6 février 2004 modifiant l'arrêté du 27 novembre 2001 relatif à l'organisation de La Documentation française en sous-directions (JO n° 34 du 10 février 2004).
- Arrêté du 6 février 2004 modifiant l'arrêté du 27 novembre 2001 relatif à l'organisation de La Documentation française en sous-directions et départements (rectificatif) (JO n° 44 du 21 février 2004).

Le rôle de la direction de La Documentation française dans les dispositifs d'information administrative du public

- Circulaires du Premier ministre du 25 octobre 1989 et du 31 janvier 1990 relatives au développement de l'information administrative du public à travers la télématique et circulaire du 23 février 1995 relative à l'amélioration des relations entre les services publics et les usagers.
- Circulaire du Premier ministre du 10 avril 1995 relative à l'exploitation et à la conservation des rapports administratifs.
- Circulaire du Premier ministre du 15 mai 1996 relative à la communication, à l'information et à la documentation des services de l'Etat sur les nouveaux réseaux de communication.
- Circulaire du Premier ministre du 28 janvier 1999 relative à la diffusion gratuite des rapports officiels sur l'Internet.
- Circulaire du Premier ministre du 7 octobre 1999 relative aux sites Internet des services et des établissements publics de l'Etat.
- Circulaire du Premier ministre du 31 décembre 1999 relative à l'aide aux démarches administratives sur l'Internet.
- Arrêté du 6 novembre 2000 relatif à la création d'un site sur internet intitulé : « service-public.fr ».

Le rôle de la direction de La Documentation française en matière d'édition et de diffusion

- Circulaire du Premier ministre du 20 mars 1998 relative à l'activité éditoriale des administrations et des établissements publics de l'Etat.
- Décret n° 98-752 du 27 août 1998 instituant un comité des publications auprès du secrétaire général du Gouvernement et abrogeant le décret n° 71-570 du 13 juillet 1971 portant création d'une commission de coordination de la documentation administrative.
- Circulaire du Premier ministre du 22 décembre 1998 relative au fonctionnement du Comité des publications.
- Circulaire du 9 décembre 1999 relative à l'institution d'un médiateur de l'édition publique.
- Circulaire du Premier ministre en date du 24 mars 2005 relative à la réalisation de produits éditoriaux par les administrations de l'Etat.

Annexe 2

Budget général : Evolution des crédits votés pour les années 2002 à 2005

CREDITS PAR CHAPITRE	Crédits votés 2002 *	Crédits votés 2003 *	Crédits votés 2004 *	Crédits votés 2005 *	évolution 2005/2004
I - PERSONNEL					
37-30 Indemnités et allocations diverses	1 225 650 €	1 275 912 €	1 347 622 €	1 359 832 €	+ 0,9%
37-30 Autres rémunérations	367 869 €	370 909 €	385 334 €	387 261 €	+ 0,5%
33-90 Cotisations sociales, part de l'Etat	912 979 €	912 624 €	868 672 €	1 146 064 €	+ 31,9%
33-91 Prestations sociales versées par l'Etat	152 844 €	151 071 €	156 305 €	61 823 €	- 60,4%
Total des chapitres 31-02 à 33-91	8 851 265 €	8 855 048 €	8 979 526 €	9 179 412 €	+ 2,2%
II - FONCTIONNEMENT					
34-98 Moyens de fonctionnement					
Dépenses informatiques	2 423 939 €	2 723 939 €	2 723 939 €	2 723 939 €	+ 0,0%
Autres dépenses	925 763 €	1 125 763 €	868 445 €	814 734 €	- 6,2%
Total du chapitre 34-98	3 349 702 €	3 849 702 €	3 592 384 €	3 538 673 €	- 1,5%
III - INVESTISSEMENTS					
57-02 Autorisations de programme	1 067 000 €	1 244 000 €	1 244 000 €	1 244 000 €	=
Crédits de paiement (CP)	915 000 €	1 072 000 €	1 072 000 €	1 062 000 €	- 0,9%
TOTAL GENERAL (CP)	13 115 967 €	13 776 750 €	13 643 910 €	13 780 085 €	+ 1,0%

(*) Loi de finances initiale

Annexe 3

Résultats du compte de commerce en trésorerie

	gestion 2003	gestion 2004	gestion 2005
RECETTES EFFECTUEES			
Ligne 1 : § 1 : ventes de publications	5 608 945	6 228 107	7 327 124
§ 2 : prestations de services	5 888 916	5 994 679	5 550 876
sous-total	11 497 861	12 222 786	12 878 001
Ligne 2 : Versement du budget général	3 120 000	0	0
Ligne 3 : Recettes diverses ou accidentelles	500 245	388 662	553 988
Ligne 4 : Avoirs des administrations par répartition	2 597 879	2 532 546	2 642 572
Avoirs des administrations par ordonnances	526 062	51 376	51 167
sous-total	3 123 941	2 583 922	2 693 739
Total des recettes	18 242 047	15 195 370	16 125 728
DEPENSES EFFECTUEES			
Chapitre 1 :			
Achats	1 222 596	764 955	585 771
Travaux	6 253 336	4 035 713	5 055 576
Frais de fonctionnement	2 324 907	1 997 004	1 959 292
sous-total	9 800 839	6 797 673	7 600 639
Chapitre 2 : Frais de personnel remboursés au budget général	5 316 244	4 856 532	4 917 569
Chapitre 3 : Dépenses diverses ou accidentelles	621 919	156 272	422 958
Chapitre 4 : Dépenses sur avoirs des administrations	3 149 703	3 412 562	3 036 456
Total des dépenses	18 888 705	15 223 039	15 977 622
TRESORERIE			
Trésorerie de l'année (recettes - dépenses)	- 646 659	- 27 669	+ 148 105
Trésorerie réelle totale (incluant résultats antérieurs)	- 2 910 469	- 2 938 138	- 2 790 033
Report de charges total (NB : estimé pour 2005)	728 517	1 066 028	450 000
Montant des restes à recouvrer	+ 5 665 095	+ 5 489 425	+ 4 510 124

Annexe 4

Résultat d'exploitation du compte de commerce (en K euros)

	gestion 2003	gestion 2004	gestion 2005
CHIFFRE D'AFFAIRES			
Chiffre d'affaires courant	15 131	15 791	15 564
Annulations sur exercices antérieurs	- 229	- 823	-469
Chiffre d'affaires net	14 902	14 968	15 095
DEPENSES			
Dépenses payées de l'exercice (hors avoirs)	11 691	11 031	11 824
Constitutions d'avoirs des administrations	3 124	2 584	2 693
Report de charges sur l'exercice suivant	729	1 066	320
Total des dépenses	15 544	14 681	14 837
RESULTAT D'EXPLOITATION			
Résultat d'exploitation annuel	- 642	+ 288	+ 258
ENDETTEMENT / CREANCES			
Avoirs des administrations	6 127	5 189	4 783
Découvert autorisé auprès du Trésor public	2 911	2 938	2 790
Montant des restes à recouvrer	5 665	5 489	4 510

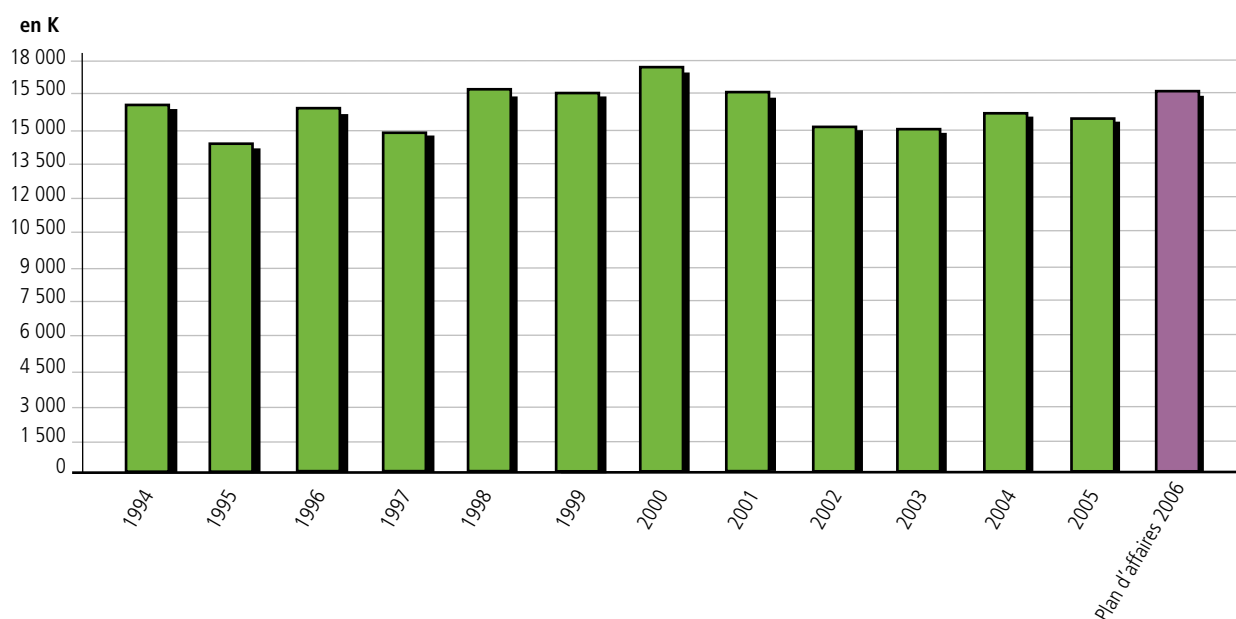
Annexe 5

Analyse du chiffre d'affaires sur le compte de commerce

Droits constatés au 31/12	2003	2004	2005	évolution
VENTES				
Ventes de publications	7 874 591	8 560 376	8 591 964	+ 0,4%
dont : part DF	4 924 865	6 006 576	5 961 251	- 0,8%
part des administrations	2 949 726	2 553 800	2 630 713	+ 3,0%
Marchandises revendues	219 791	511 967	523 201	+ 2,2%
sous-total	8 094 381	9 072 342	9 115 165	+ 0,5%
E-Learning	0	0	180 684	
sous-total ventes	8 094 381	9 072 342	9 295 849	+ 2,5%
TRAVAUX				
Travaux d'édition	4 989 162	4 776 458	4 314 547	- 9,7%
Etudes	0	8 200	8 200	
Diffusion - routage	1 036 671	907 783	938 904	+ 3,4%
sous-total travaux	6 025 834	5 692 441	5 261 651	-7,6%
PRODUITS DIVERS	530 306	502 062	454 143	- 9,5%
TOTAL C. A. H. T.	14 650 520	15 266 845	15 011 643	- 1,7%
T. V. A.	480 034	524 518	552 353	+ 5,3%
TOTAL C. A. COURANT T. T. C.	15 130 555	15 791 362	15 563 996	- 1,4%
ANNULATIONS sur exercices antérieurs	-229 011	-823 039	(468 739)	- 43,1%
TOTAL C. A. NET T. T. C.	14 901 544	14 968 323	15 095 257	+ 0,8%

Annexe 6

Évolution du chiffre d'affaires courant TTC sur le compte de commerce 1994-2005 (CA annuel en K€)



Annexe 7

Résultats de ventes des publications

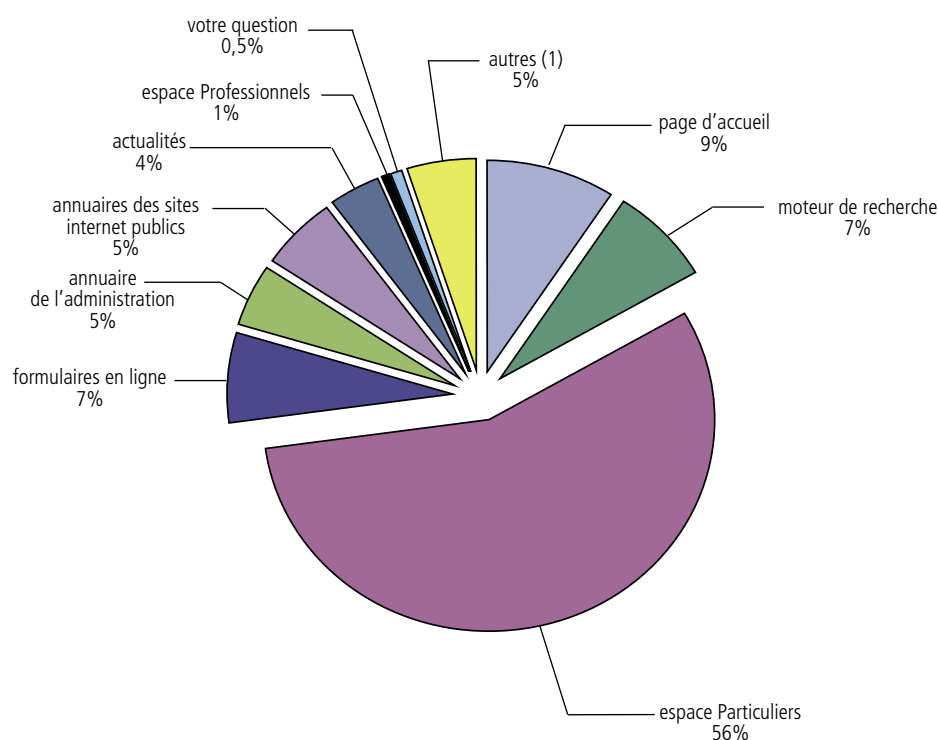
Collections d'ouvrages (chiffre d'affaires net en K€)			
	Réalisation 2004	Réalisation 2005	Variation 2005/2004
Fac	293	292	- 0,2%
Notices	270	284	+ 5,2%
Etudes	184	158	- 13,9%
Découverte de la vie publique (nelle collection 2004)	46	128	+ 177,2%
Droits et Démarches (nelle collection 2004)	42	11	- 74,9%
Documents d'études	34	28	- 16,8%
Réflexe Europe	27	28	+ 3,4%
Retour aux textes	13	8	ns
Asie Plurielle (collection arrêtée depuis février 2002)	2	2	ns
Vivre en Europe (collection arrêtée depuis mars 1999)	1	1	ns
Total :	912	939	+ 3,0%
Périodiques : abonnements + ventes au détail (chiffre d'affaires net en K€)			
	Réalisation 2004	Réalisation 2005	Variation 2005/2004
Documentation photographique	596	563	-5,6%
Problèmes économiques * hors NMPP	453	400	-11,7%
Cahiers français	370	312	-15,8%
Problèmes politiques et sociaux	237	231	-2,4%
Les Etudes de la DF	219	165	-24,9%
Questions internationales	199	192	-3,5%
Regards sur l'actualité	160	171	6,8%
Courier des pays de l'Est	78	59	-23,8%
Total :	2 312	2 093	- 9,5%
Périodiques : récapitulatif			
	Réalisation 2004	Réalisation 2005	Variation 2005/2004
Chiffre d'affaires net total des abonnements (K€)	1 687	1 502	- 11,0%
Chiffre d'affaires net total des numéros séparés (K€) * hors NMPP	625	591	- 5,5%
Total :	2 312	2 093	- 9,5%

Statistiques globales de fréquentation des sites sur 2005

1. Service-public.fr

mois	2005 (visites)	2005 (pages vues)	2004 (pages vues)	Progression des pages vues 2005/2004 (en %)
janvier	2 565 113	19 671 433	14 836 548	32,59%
février	2 324 166	18 103 977	15 283 502	18,45%
mars	2 761 109	20 469 746	17 524 739	16,80%
avril	2 602 966	18 658 524	14 852 384	25,63%
mai	2 486 114	17 871 015	13 470 526	32,67%
juin	2 413 758	16 702 811	15 636 123	6,82%
juillet	2 158 315	14 114 296	15 176 282	-7,00%
août	1 920 494	13 597 170	15 148 727	-10,24%
septembre	2 406 628	17 039 498	19 739 112	-13,68%
octobre	2 184 006	16 290 026	19 861 631	-17,98%
novembre	2 121 705	15 050 206	18 524 518	-18,76%
décembre	1 930 304	12 917 691	15 258 434	-15,34%
Total	27 874 678	200 486 393	195 312 526	+2,65%

Répartition des pages vues selon les rubriques



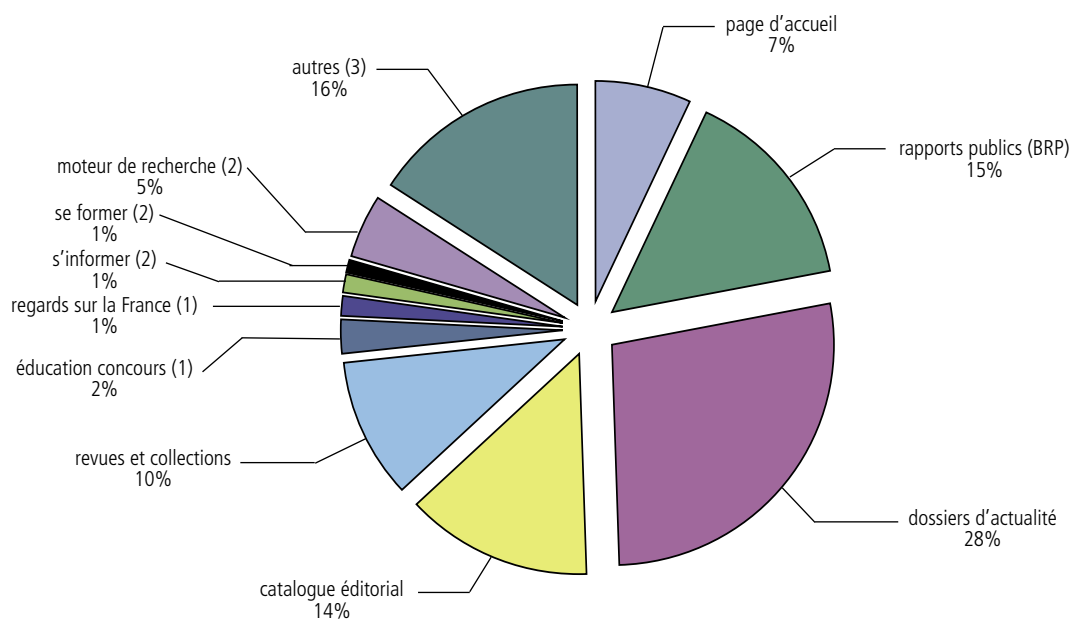
(1) autres : les téléservices, les adresses utiles, les pages d'accueil en langues étrangères, la calculatrice pensions alimentaires, les pages de tests et d'erreurs.

Statistiques globales de fréquentation des sites sur 2005

2. Ladocumentationfrancaise.fr

mois	2005 (visites)	2005 (pages vues)	2004 (pages vues)	Progression des pages vues 2005/2004 (en %)
janvier	443 758	1 920 533	1 540 035	24,71%
février	471 323	1 856 270	1 366 610	35,83%
mars	535 359	2 140 393	1 480 301	44,59%
avril	498 476	1 955 620	1 243 663	57,25%
mai	448 545	1 796 269	1 352 080	32,85%
juin	307 529	1 310 443	1 100 743	19,05%
juillet	180 842	853 832	821 093	3,99%
août	164 089	810 891	850 845	-4,70%
septembre	264 625	1 195 167	1 376 708	-13,19%
octobre	249 298	1 366 829	1 874 924	-27,10%
novembre	231 443	1 328 696	2 010 574	-33,91%
décembre	194 059	1 141 858	1 512 254	-24,49%
Total	3 989 346	17 676 801	16 529 830	+6,94%

Répartition des pages vues selon les rubriques



(1) rubriques non reprises dans la nouvelle version

(2) rubriques apparues dans la nouvelle version (juillet 2005)

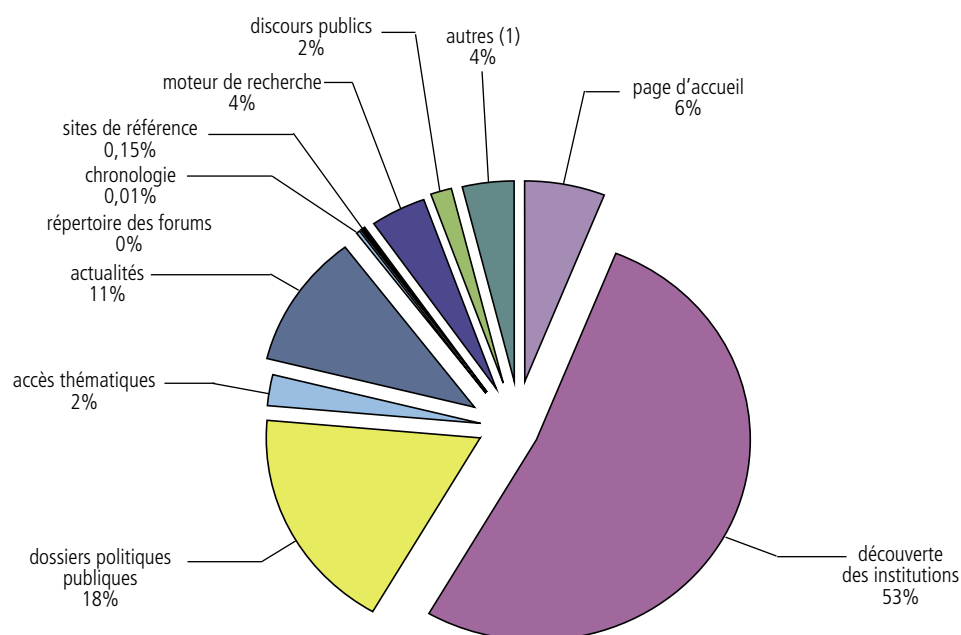
(3) autres : acheter en ligne, éditer à la DF, édition publique, entretiens vidéo, moteur de recherche, nous connaître, photographie, venir sur place, pages d'erreurs.

Statistiques globales de fréquentation des sites sur 2005

3. Vie-publique.fr

mois	2005 (visites)	2005 (pages vues)	2004 (pages vues)	Progression des pages vues 2005/2004 (en %)
janvier	398 608	1 689 056	1 020 948	65,44%
février	365 821	1 526 299	968 265	57,63%
mars	416 373	1 868 511	1 342 655	39,17%
avril	346 929	1 533 360	959 794	59,76%
mai	368 834	1 732 746	1 080 227	60,41%
juin	271 517	1 249 715	936 864	33,39%
juillet	172 221	683 702	576 674	18,56%
août	178 720	745 936	615 135	21,26%
septembre	282 708	1 349 182	1 187 665	13,60%
octobre	361 228	1 740 221	1 491 302	16,69%
novembre	420 085	2 189 458	1 718 358	27,42%
décembre	330 689	1 633 719	1 252 920	30,39%
Total	3 913 733	17 941 905	13 150 807	+36,43%

Répartition des pages vues selon les rubriques



(1) autres : les téléservices, les adresses utiles, les pages d'accueil en langues étrangères, la calculatrice pensions alimentaires, les pages de tests et d'erreurs.

